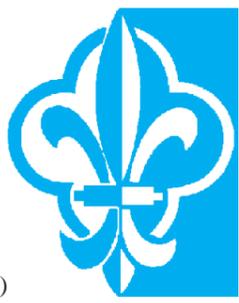


N° 2723
61^e année
du 19 avril
au 2 mai 2007
Prix : 3€ (20 F)



L'ACTION FRANÇAISE 2008

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

Votez...

L'éditorial de Pierre PUJO
(page 3)

sans illusions !

Le sacrifice national sur l'autel des profits

Le groupe Alcatel-Lucent a suivi ces dernières semaines un parcours boursier très mouvementé. Après un effondrement de sa cotation à près de 8 euros (plus de 25 % de chute en un semestre), il a retrouvé son niveau du début de l'année autour de 10 euros. Derrière ces fluctuations se dissimulent les opérations stratégiques engagées par la nouvelle direction aux ordres de l'américaine Pat Russo.

Cette société, nationalisée à la suite de la vague rose de 1981, puis privatisée lors du retour de la droite, a subi de plein fouet l'explosion de la bulle Internet au début des années 2000, sans parvenir à s'imposer sur un marché des équipements de téléphonie bouleversé par le développement de la toile et des réseaux mobiles.

Le nouveau président, désigné à la faveur de la fusion avec l'américain Lucent, cible le marché des équipements de troisième génération (l'UMTS), promis à un bel avenir à travers le monde. Une restructuration est en cours : les usines fabriquant les téléphones portables ont été vendues, les activités qui n'appartiennent pas au nouveau métier sont abandonnées, les efforts de productivité renforcés et la croissance externe tournée vers l'acquisition de fabricants de composants pour l'UMTS (rachat du canadien Nortel).

Le client est roi

Le redressement, qui semble se confirmer sur le plan strictement financier (les résultats d'exploitation 2006 laissent apparaître un solde positif de plus de 900 millions d'euros pour 18 milliards de chiffre d'affaires), est la parfaite illustration des choix opérés par les multinationales : les salariés sont sacrifiés au profit des clients et, dans une moindre mesure, des actionnaires.

Prix et services bénéficient d'une sensible amélioration. L'entreprise vient d'annoncer son intention de s'appuyer sur ce progrès pour conquérir de

Henri LETIGRE
Suite page 2

L'ESSENTIEL

Pages 4 et 5

POLITIQUE FRANÇAISE

– Notre agriculture au pilori

par Herni FOUQUEREAU

– José Bové : un dangereux olivier de gauche

par Michel FROMENTOUX

Pages 5, 6 et 16

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

– Le procès des crimes communistes, entre utopie et réalité

par Aristide LEUCATE

– Attentats en Afrique du Nord : pas de pitié pour les terroristes !

– L'Orient, une poudrière

par Pascal NARI

– La guerre faite à la Serbie : la honte de l'Occident

par d

– Le Kosovo de l'absolu

par Pierre PUJO

Pages 11 et 12

RELIGION

– Enquête sur le créationnisme

par Grégoire DUBOST
et Laurent GLAUZY

– Chrétiens et musulmans

par Michel FROMENTOUX

Page 12

JOURNÉE DE LECTURE

– À la rencontre d'Albert-Weil

par Pierre LAFARGE

Page 13

HISTOIRE

– Aspects de la république

par Anne BERNET

Page 14

LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

– Priorité du politique

par Gérard BAUDIN



DIMANCHE

13 MAI

TOUS

À

JEANNE

D'ARC !

NOTRE DOSIER

par
Jacques CEPOY
Michel FROMENTOUX
Pierre PUJO

Pages 7 à 10

M 01093 - 2723 - F: 3,00 €



Suite de la page 1

►► nouveaux marchés en Amérique du Nord. Parallèlement, le plan social prévoyant en 2007 la suppression de 9 000 postes à travers la planète a été révisé, ce chiffre étant porté à 12 500. La France en est l'une des principales victimes (1 468 postes supprimés) ; son savoir-faire en matière de recherche et développement est menacé.



Pat Russo
Une Américaine à la tête d'Alcatel-Lucent

En 2003, déjà, Alcatel avait programmé la suppression de 7 452 postes, dont près de 1 000 en France ; en 2004, 7 930, dont plus de 2 000 en France ; en 2005, 3 627, dont plus de 1 000 en France ; et en 2006, 2 356 dont près de 1 000 en France. Soit en quatre ans plus de 21 500 postes détruits par l'entreprise au niveau planétaire, dont près du quart sur notre territoire national sans provoquer aucune réaction de patriotisme économique digne de ce nom !

Économies d'échelle

Pourquoi s'arrêter en si bon chemin, alors que les défenseurs de la construction européenne et de la mondialisation heureuse rêpent à longueur de campagne électorale que les délocalisations ne représentent pas un danger pour l'emploi en France ?

La réalité est toute différente : lorsqu'un groupe multinational se forme il a toujours pour objectif de réaliser des économies d'échelle. Dans le cas d'Alcatel-Lucent ou dans celui d'Airbus, la France se trouve en concurrence avec des pays affectés par moins de conflits sociaux, moins de congés payés, moins de RTT, etc. Les directions ont opté pour le sacrifice des entités les moins dynamiques...

La France est dans une situation peu enviable. Son "modèle républicain" est épuisé, y compris sur le plan économique : elle est confrontée à un dépeçage de ses industries qui ne peuvent plus s'abriter ni derrière la moindre frontière protectrice, ni sur une opinion patriote. L'exemple d'Alcatel-Lucent n'est que le symbole du sacrifice de nos fleurons économiques sur l'autel des profits, lorsque la nation et ses dirigeants refusent de se mobiliser pour faire face aux nouveaux défis de la guerre économique mondiale.

Henri LETIGRE

Crispation nationale ?

● **PATRICK JARREAU** s'inquiète dans sa chronique du **MONDE** (31/3/07) de voir « le débat public se concentrer sur l'identité nationale, le drapeau, la lutte contre l'immigration clandestine et autres obsessions franco-françaises. La pression de l'extrême-droite a remis en route la machine destructrice qui place au centre du tout "l'immigration" et le rejet de l'autre. L'extrême-gauche a relancé la mécanique de l'anti-libéralisme et d'un protectionnisme proclamé ou suggéré. Ces menaces convergentes ont eu leurs effets. La crispation nationale est de retour. » Ce n'est pas pratiquer le rejet de l'autre que de se protéger contre les agressions de toutes sortes qui peuvent venir de l'extérieur. Ce n'est pas faire preuve de "crispation nationale" que de filtrer les frontières en fonction des intérêts français.

Il faut se féliciter que la prise en compte de la nation entre dans le programme de certains candidats. Patrick Jarreau déplore in fine que « le bel et bon débat sur le changement bat[te] en retraite devant les vieux démons de l'"exception française". » Mais, précisément, le changement dans le débat politique serait non pas de s'ouvrir à tous les vents de la mondialisation mais de mettre la dimension nationale au cœur de la politique française. Malgré certaines proclamations bruyantes, on peut craindre que ce ne soit pas, dans cette direction que s'oriente la politique du pays après l'élection présidentielle.

Emmanuel Berl et le Maréchal

● **JEAN D'ORMESSON**, de l'Académie française, évoque dans le **FIGARO LITTÉRAIRE** du 15/2/07 ses souvenirs d'Emmanuel Berl à l'occasion de la réédition de l'ouvrage de l'écrivain, *La Fin de la III^e République*. Il raconte qu'arrivant un jour chez lui, il lui a crié : « "Les gens disent n'importe quoi ! Voilà qu'on prétend que c'est vous, juif, socialiste, homme de gauche, qui auriez écrit les discours du Maréchal !" Berl m'a répondu avec un calme souverain : "Mais c'est tout à fait vrai". »

L'intérêt formidable de la **Fin de la III^e République réside dans les explications fournies**

à ce propos par Emmanuel Berl. Oui, c'est lui qui a écrit les phrases célèbres et superbes : "je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal" et "la terre, elle, ne ment pas". On lira avec passion ce qu'il raconte dans son livre sur cet épisode historique » (Éd. Témoins Gallimard).

Un témoignage précieux qui éclaire une période dramatique de l'histoire de France.

Promesses de campagne

● **LA FRANCE** est « à la traîne » par rapport à ses partenaires européens pour ce qui est de la croissance en 2006 : 2 % seulement, alors que la moyenne de l'Euroland a été 2,7 %, constate l'éditorialiste du **MONDE** (15/2/07). Cette croissance a eu pour moteur dans notre pays la consommation des ménages. Notre confrère commente : « C'est pourquoi il ne faudrait pas que les principaux candidats se contentent d'axer leur campagne sur le pouvoir d'achat et les salaires ». Or Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy « donnent la priorité à de nouvelles dépenses dont le financement reste flou. Comme s'ils pensaient que leur seule arrivée à l'Élysée allait relancer l'économie et faire venir les recettes ».

M^{me} Royal prévoit dans son programme une croissance de 2,5 % l'an et M. Sarkozy 2,25 %, le Monde ajoute : « Étant donné la faible performance de 2006 et les défauts structurels de l'économie française, il est temps que les prétendants au pouvoir expliquent précisément comment ils entendent consolider l'expansion du pays et lui redonner une place d'avant dans le concert européen et mondial ».

Le mieux serait qu'ils ne fassent pas de promesses ! Mais sans promesses, et surenchères entre elles, comment attirer à soi les suffrages des électeurs ?

"Bouffon de cour"

● **LOUIS DALMAS** admoneste Charlie Hebdo dans son éditorial de **BALKANS INFOS** (mars 2007). Lors d'un procès récent le journal satirique s'est présenté en martyr de la liberté d'expression parce qu'il avait publié les fameuses et médiocres caricatures danoises sur Mahomet.

« Charlie Hebdo est-il un si grand champion de la liberté ? écrit Louis Dalmas. On peut en douter. Par deux fois, le journal de Philippe Val a eu l'occasion de manifester son indépendance : lors de l'agression inique de la Yougoslavie, lors du référendum sur la Constitution européenne, les deux fois il s'est frileusement rangé du côté de la force, prenant d'abord le parti des assassins islamistes, puis celui des bricoleurs de l'usine à gaz continentale. Double preuve que ses flèches ne visent pas l'essentiel. Il n'ironise que dans la conformité, comme le "bouffon de cour". »

Louis Dalmas fustige les « intellos » qui ont pris la défense de Charlie Hebdo, tout en acceptant la censure sur certains épisodes historiques, Glucksmann, Bernard-Henri Lévy, Bruckner, etc. « La censure érode peu à peu nos derniers îlots de liberté. Déjà la loi existante sur le "négationnisme" ou le "révisionnisme" de l'Holocauste est une atteinte inacceptable au droit d'expression. Ce genre de répression n'est qu'un aveu de faiblesse ». Et de déplorer : « L'Histoire n'est plus l'affaire des historiens, elle devient celle des flics. » Les historiens doivent pouvoir débattre librement de tout.

* Balkans Infos : CAF 8, B.P. 391, 75869 Paris cedex 18.

● Selon une étude du ministère de l'Éducation nationale, le nombre des étudiants asiatiques en France a considérablement augmenté depuis 2002. Celui des Vietnamiens s'est accru de + 105 % et celui des Chinois de + 87,5 %. Les **ÉTUDIANTS ÉTRANGERS** représentaient en 2005 dans l'enseignement supérieur français 265.000 personnes, soit plus d'un étudiant sur dix.

● Selon un décret publié au **Journal Officiel** du 27/1/07, l'U.M.P. touchera en 2007 la somme de 9 788 000 euros au titre de la première fixation de l'**AIDE PUBLIQUE**, correspondant aux 8 829 353 voix recueillies au premier tour des élections législatives de 2002. S'y ajoute 22 418 985 euros pour les 505 parlementaires rattachés au parti (352 députés et 153 sénateurs). Au total 32 307 035 euros.

Les socialistes et radicaux de gauche, associés, recevront 20 023 879 euros, l'U.D.F. 4 612

928 euros, le Parti communiste 3 746 705 euros et le Front national (2 859 856 voix, mais aucun élu) 4 579 545 euros. Le pays légal se sert largement...

Politique d'abord !

● **ON LIT** dans **LE LIBRE JOURNAL DE LA FRANCE COURTOISE** (24/3/07) dirigé par Danièle de Beketch ce rappel à l'ordre du candidat centriste : « Bayrou fait partie de ces gens qui croyaient que l'adoption de l'euro allait déboucher naturellement sur l'acceptation d'une constitution. Si ce professeur avait eu la moindre connaissance politique, il aurait su que, comme le disait Maurras, l'économique est subordonné au politique.

L'euro aurait pu fonctionner si l'étape politique avait été accomplie. Elle ne l'a pas été : la constitution a été rejetée par référendum après une campagne de propagande où les thuriféraires de l'Europe annonçaient les pires abominations si par malheur on disait non. Le peuple a dit non, et quel non ! »

La vérité du "politique d'abord" de Maurras a été effectivement démontrée par la mésaventure de la Constitution européenne. Lors du référendum sur le traité de Maëstricht, les Français ont approuvé – du bout des lèvres – l'institution d'une monnaie unique, mais, hormis les souverainistes, personne ne leur a dit qu'elle entraînerait la création d'un super-État européen. Or une monnaie ne peut fonctionner de nos jours que si elle est soutenue par un État.

Jacques CEPOY

	
L'ACTION FRANÇAISE	
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63 I.S.S.N. 1166-3286	
• Directeur : Pierre Pujo • Secrétaire de rédaction : Michel Fromentoux • Politique : Georges Ferrière, Yves Lenormand • Politique étrangère : Pascal Nari • Économie : Henri Letigre, Serge Marceau. • Enseignement, famille : Michel Fromentoux, chef de rubrique • Sciences et société : Guillaume Chatizel, • Outre-mer : Pierre Pujo • Médecine : Jean-Pierre Dickès • Livres : René Pillorget, Anne Bemet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico • Arts-lettres-spectacles : Renaud Dourges, Monique Beaumont • Cinéma : Alain Waelkens • Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin • Art de vivre : Pierre Chaumeil • Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger • Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost • Photos : François Tabary	
Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé	

Vingt-cinq ans de présence

Dimanche 25 mars, notre confrère le quotidien Présent fêtait joyeusement ses vingt-cinq ans. Le domaine de Grand'Maisons à Villepreux se prêtait magnifiquement à une telle journée qui a commencé avec la messe célébrée par le R.P. Argouarch. Le repas a ensuite réuni autour de Jean Madiran et de sa jeune équipe de rédacteurs quelques centaines d'amis, parmi lesquels les représentants de tous les grands courants catholiques traditionalistes, des écrivains et des hommes politiques, les représen-

tants de nombreuses publications engagées dans le combat catholique et français.

Michel Fromentoux qui représentait l'Action française a évoqué Maurras, le vieux maître que Jean Madiran n'a jamais oublié, puis il a annoncé quelques célébrations à préparer : le 60^e anniversaire d'Aspects de la France en juin prochain et le centenaire en mars 2008 du quotidien L'Action française.

VOTEZ... SANS ILLUSIONS !

Le 29 mai 2005 les trois principaux partis qui ont été battus lors du référendum sur la Constitution européenne furent l'U.M.P. gouvernementale, la centriste U.D.F. et le Parti socialiste. Tous les trois avaient fait campagne pour le "oui". Tous les trois ont été désavoués par les électeurs, lesquels, à une large majorité de 55 %, ont répondu "non". Deux ans après, leurs candidats à l'élection présidentielle sont placés en tête de la compétition par les instituts de sondage d'opinion ; depuis des mois les grands médias audiovisuels donnent un large écho à leurs discours, à leurs déplacements et à leurs interventions diverses. Ont-ils pour autant changé leurs positions en tenant compte du désaveu que leur ont infligé les Français ? Ils cherchent à racoler les électeurs du "non" en leur promettant la "rupture", le "changement", mais ce n'est là que trompe-l'œil. Ils poursuivront la politique sociale-libérale conduite jusqu'à maintenant avec une tendance plus libérale pour l'un, plus étatiste pour l'autre. Mais ils sont bien résolus à redresser la "construction européenne" actuellement embourbée. M. Sarkozy propose ainsi à nos partenaires européens un vote du Parlement français sur un texte simplifié de la Constitution reprenant sa première partie qui organise un État supranational. Les battus de 2005 pensent ainsi prendre leur revanche en continuant à larguer de larges pans de la souveraineté de la France.

Il conviendra le 22 avril de faire échec à cette fraction de la classe politique qui, depuis des décennies, se partage le pouvoir, penchant tantôt à droite tantôt à gauche, mais finalement poursuit la même politique conduisant à l'effacement international de la France et au sacrifice de ses emplois exposés à une concurrence internationale sans pitié.

Prédominance des intérêts particuliers

Pour se présenter au suffrage des électeurs, il faut multiplier les promesses, s'engager à apporter une solution à tous leurs problèmes : emploi, logement, sécurité, etc. Comme on l'a vu lors des émissions télévisées qui ont confronté une sélection d'électeurs dits "représentatifs" aux divers candidats il faut promettre des aides, des subventions, l'intervention de l'État pour résoudre les difficultés de toutes les catégories sociales, les jeunes, les chômeurs, les handicapés, les fonctionnaires, les restaurateurs, les agriculteurs, etc. Le candidat qui est sur la sellette doit prendre des engagements qui lui seront rappelés plus tard. Tout un peuple gémit et prend le public à témoin de ses malheurs. Non que les cas exposés ne soient pas réels et parfois dramatiques, mais est-ce vraiment là l'enjeu de l'élection du chef de l'État ? Le président de la République a pour mission essentielle de veiller à ce que le gouvernement remplisse correctement les fonctions régaliennes : sûreté pu-



PAR
PIERRE PUJO

blique, justice, et doit représenter et défendre les intérêts français à l'extérieur. Les problèmes de telle catégorie sociale ne relèvent pas normalement de lui. Or les grandes questions concernant l'avenir du pays et sa place dans le monde ont été escamotées dans le débat électoral : la place de la France dans l'Union européenne élargie, le rayonnement français, le remboursement de la Dette publique, etc. Ces questions pèseront lourd sur le sort du pays au cours des années à venir. Mais elles n'intéressent qu'une minorité de Français.

Oubli du bien commun

Il est permis d'être inquiet devant cette prédominance des intérêts personnels ou collectifs sur ceux de la communauté nationale. Le vice congénital de la démocratie en France est ici renforcé par l'accentuation, de nos jours, de l'individualisme. De moins en moins nombreux sont ceux qui font entrer la notion de bien commun dans les ressorts de leur action. Rares sont les responsables syndicaux qui tiennent compte de l'intérêt général dans la défense des intérêts de leurs mandants. Pour un grand nombre de gens, l'élection présidentielle est seulement l'occasion de rappeler leurs revendications. Des réponses aux questions posées dépendra leur vote le jour du scrutin. À quoi peut tenir le sort d'un grand pays !

L'élection présidentielle devient ainsi une sorte d'États-généraux. À travers les doléances exposées par certains candidats et divers intervenants de la société civile des doléances sont exprimées, parfois démagogiques mais souvent légitimes. Elles traduisent le manque de relais entre les Français de la "base" et les autorités publiques. D'où cette fracture entre le pays réel et la classe politique qui s'accroît de scrutin en scrutin. On ne peut que constater la défaillance des corps intermédiaires et celle de la représentation parlementaire. Les Français accablent la puissance publique de revendications, et les candidats promettent de satisfaire celles-ci, chargeant la barque des obligations qu'ils devront remplir par la suite...

Plusieurs candidats ont promis d'introduire une dose de représentation proportion-

nelle afin que la composition de l'Assemblée nationale soit plus à l'image du pays. Certains partis en profiteront, mais le pays réel ne sera pas mieux représenté. Sans oublier qu'il sera plus difficile de constituer des majorités parlementaires pour gouverner. La république démocratique a toujours autant de mal à concilier la représentation du peuple et le gouvernement du pays.

Le Pen, candidat du "non"

Depuis le début de la campagne électorale, nous avons dissuadé nos amis de s'engager au service de tel ou tel candidat, estimant qu'il y avait mieux à faire que de participer à la foire d'empoigne quinquennale à l'issue de laquelle les Français désignent le détenteur de l'autorité suprême. Les vrais problèmes de la France sont occultés par les promesses démagogiques des candidats qui tiennent le langage que les électeurs souhaitent entendre et non celui, plus dur, de la vérité sur la situation du pays.

D'autre part, nous ne pensons pas que le changement d'hommes à la tête du pays puisse conduire à un meilleur fonctionnement des institutions. Les faux-semblants continueront à prendre le pas sur les réformes nécessaires.

Ne pas s'engager au service d'un candidat ou d'un parti est une chose. Ne pas voter en est une autre, moins défendable. Nos amis peuvent être déçus de constater qu'aucun candidat ne correspond à notre ligne de pensée, ne fait par exemple le procès du régime, source principale des maux de la France. Il ne s'agit pas de voter pour quelqu'un qui partagerait nos idées, mais, devant un combat de chefs dont l'issue exercera une influence sur les destinées du pays, d'apporter nos suffrages au candidat qui nous paraît le moins mauvais, compte tenu de ce que nous savons de lui et en mesure d'exercer une influence bénéfique sur la politique française, qu'il soit ou non élu.

Nous croyons que pour le 22 avril ce candidat est Jean-Marie Le Pen. Des quatre "principaux candidats", il est le seul qui a fait voter "non" à la Constitution européenne. Il a toujours montré le souci de défendre l'indépendance et l'unité de la France. Il condamne la finance internationale qui provoque chez nous des délocalisations. Il dénonce l'immigration incontrôlée et la persistance de l'insécurité dans les banlieues "sensibles". Les années passées lui ont donné raison. La diabolisation dont il a été victime de la part de ses adversaires a eu des raisons essentiellement politiciennes et partisans et ne repose sur rien de consistant. C'est pourquoi Jean-Marie Le Pen nous paraît mériter les suffrages des patriotes français, en sachant que même s'il n'est pas élu et demeure en quelque sorte le "tribun du peuple", il sera en mesure d'exercer une pression salutaire sur ceux qui, demain, détiendront le pouvoir.

Flou

Nicolas Sarkozy a martelé durant toute la campagne que, s'il était élu, il ferait réellement ce qu'il a dit. Seul problème : on ne sait plus très bien ce qu'il a dit ! Ainsi, trois de ses promesses phares, la baisse de 4 points de l'impôt sur le revenu, le bouclier fiscal à 50 % et le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, ont disparu du programme de campagne imprimé et distribué avec une très large diffusion. Fera-t-il ce qu'il a dit ou ce qu'il a écrit ? Voilà qui promet un grand flou si le président de l'UMP entre à l'Élysée.

Privés d'urnes

Dans 82 communes de France, environ 1,5 million d'électeurs ne pourront pas glisser leur bulletin dans l'urne : ils devront appuyer sur les boutons des nouvelles "machines à voter" électroniques. Sont-elles fiables et infalsifiables ? Difficile pour les citoyens de s'en assurer. Mais ce qui est sûr, c'est que le remplacement des urnes transparentes par des machines électroniques s'est fait sans concertation et ne répond à aucune demande des électeurs. Et malgré les réticences, le système sera imposé. Puisqu'ils ne peuvent pas réellement décider de l'avenir de leur pays, les citoyens ne vont quand même pas décider de la façon dont s'exprime le scrutin !

Jeux

"L'Etat-croupier", pour reprendre les termes du sénateur UMP du Var, François Trucy, auteur de deux rapports sur les jeux d'argent, s'est frotté les mains ce vendredi 13 avril : le vendredi 13, la Française des Jeux augmente son chiffre d'affaire de 30 %. Et même les autres jours, la recette est excellente : Loto, PMU et casinos rapportent chaque année à l'État 6 milliards de prélèvements divers, impôts et taxes, soit près du double de ce que rapporte à l'État l'impôt sur la fortune (3,6 milliards d'euros) et plus de 10 % des recettes de l'impôt sur le revenu (57 milliards d'euros). Chaque jour, les Français dépensent 55,6 millions d'euros dans des jeux d'argent, soit l'équivalent de 2 lycées neufs ou de 7 kilomètres de la nouvelle ligne à grande vitesse européenne... Et trop souvent, des joueurs tombent dans la dépendance ou négligent les dépenses du ménage au profit des jeux d'argent. Mais c'est là un sujet sur lequel l'État est étonnamment discret...

Péché

On sait avec quel zèle l'Église de France a, depuis des dizaines d'années, tué le vote catholique en jouant la carte de la laïcité et en refusant de donner à ses ouailles la moindre consigne de vote. Maintenant que les références chrétiennes ont été bannies de la politique et que les catholiques ont du mal à trouver des candidats prônant clairement le respect de la vie, M^{gr} Gérard Daucourt, évêque de Nanterre, estime que « s'abstenir de voter est un péché ». Et voter pour des candidats qui prêchent l'avortement, le mariage homosexuel ou l'euthanasie n'est-ce pas un péché, Monseigneur ?

Guillaume CHATIZEL

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

■ Pour aider le journal et le mouvement d'A.F. à vivre, nos amis sont nombreux à participer à notre souscription annuelle. Nous leur en sommes vivement reconnaissants car certains font un réel sacrifice pour nous donner le maximum.

Nous signalons à nos amis un moyen efficace de soulager nos finances : nous faire bénéficier d'un virement mensuel permanent. Demandez-nous une formule à remplir afin de donner des instructions

20, 30, 50 euros par mois

à votre banque. Songez que nous avons un besoin vital de 55 000 EUROS. Merci d'avance !

N.B. - Prière d'adresser les versements à M^{me} Geneviève Castelluccio, l'A.F. 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 4

Versements mensuels : Jean-Michel de Lovet, 7,62 ; M^{me} Bellegarde, 15,24 ; M^{me} Bernard Gancel, (3 mois), 45,73 ; M^{lle} Lucienne Boussot, (3 mois), 50 ; Raymond Sultra, 17,78 ; Joseph Lajudie, 20 ; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; M^{me} Tatiana de

Prittowitz, 45,73 ; Jacques Bentégeat, 53,86 ; M^{me} Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 ; Vincent Claret-Tournier, 15 ; Fernand Estève, 15 ; Louis Moret, 130.

Gaston Thomas, 50 ; anonyme, 50 ; M^{lle} Perrot, 50 ; Jacques Lamonerie, 100.

Total de cette liste : 716,33 €
Listes précédentes : 2 825,99

Total : 3 542,32
Total en francs : 23 236,10 F

LA RESTAURATION DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

Grande foule ce jeudi 22 mars à la Mosquée de Paris. Le secrétaire général de la présidence de la République, le préfet de la région Île-de-France, le maire de Paris, le président du Conseil régional d'Île-de-France, les ambassadeurs d'Algérie et du Qatar, de nombreux chefs religieux et élus parisiens avaient répondu à l'appel du docteur Dalil Boubakeur, recteur de l'Institut musulman de la Mosquée de Paris, à l'occasion de l'inauguration des travaux de restauration extérieure des bâtiments.

Une visite à travers les patios et les jardins décorés de mosaïques et de calligraphies arabes, a permis d'admirer la finesse des travaux de restauration réalisés entre février 2004 et l'automne 2006 : ravalement des murs d'enceinte, des décors muraux, du hammam... Puis, au cours d'une belle réception, remerciant les représentants des institutions ayant aidé financièrement à cette restauration, le docteur Boubakeur a rappelé que cette mosquée avait été inaugurée en 1926 « dans un élan mémorable de sentiments d'amitié reconnaissante de la France envers l'islam » et de vanter « ce message de tolérance et de modération ».

M.F.

LA FRATERNITÉ D'ABRAHAM A QUARANTE ANS

On célébrait le dimanche 25 mars, le quarantième anniversaire de la Fraternité d'Abraham. Après le dévoilement d'une plaque commémorant la création de cette association, le recteur Dalil Boubakeur rappela que la Fraternité avait été créée le 7 juin 1967, le jour même où éclatait la guerre entre Israël et l'Égypte.

Cet événement aurait pu faire capoter ce projet si son père, Si Hamza Boubakeur, avait reculé devant le contexte politique. Tel ne fut pas son attitude, il accueillit lui-même à la grande mosquée, les fondateurs. Depuis quarante ans eux et leurs successeurs travaillent obstinément au rapprochement des trois grandes religions monothéistes.

M. Jean Tibéri, maire du Ve arrondissement, honorait de sa présence cette cérémonie.

Y.L.

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ? Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

Bulletin d'abonnement en page 14

DÉFENSE DE LA VIE
Un appel aux candidats

« Je constate combien en laissant fragiliser la famille vous portez atteinte au patrimoine de l'humanité ». Ainsi s'exprime d'emblée Mgr Jean-Pierre Cattenoz, évêque d'Avignon, dans sa Lettre aux candidats à l'élection présidentielle datée du 22 mars.

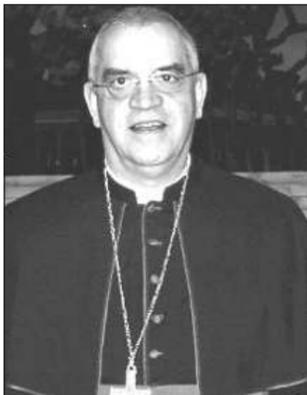
Et d'ajouter : « La plupart de vos programmes électoraux loin de protéger et de promouvoir la famille fondée sur le mariage monogame entre l'homme et la femme ouvrent la porte au mariage entre personnes du même sexe et à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. [...] Bien des projets sur le mariage, le divorce, l'adoption tiennent, certes, compte des désirs des adultes, mais oublient complètement l'intérêt des enfants. Le droit à l'enfant semble prendre le pas sur le droit de l'enfant. »

Suit ce rappel de la simple expérience : « L'absence d'une maman ou d'un papa au sein d'une famille entraîne bien des obstacles dans la croissance des enfants. Comment des enfants insérés dans des unions homosexuelles où manquent la bipolarité sexuelle et l'expérience conjointe de la paternité et de la maternité pourront-ils grandir et mûrir humainement sans porter les séquelles de cette absence ? »

Il ne faut pas oublier que « l'affaiblissement de la cellule familiale est une des causes majeures des difficultés des jeunes. La crise de la famille est une cause directe

du mal être des jeunes. La majorité des jeunes en difficultés sont issus de familles humainement et socialement fragilisées. »

Tout aussi condamnables pour le prélat, au nom de l'Évangile, la banalisation de l'avortement et le si-



Mgr Cattenoz

lence sur les conséquences psychologiques qui marquent à jamais les femmes, l'acceptation de l'euthanasie, la manipulation des embryons : « Aujourd'hui, la venue au monde de certains enfants est devenue non souhaitable. La science propose même des outils pour réaliser le rêve de l'enfant sans défaut. Plusieurs de vos programmes construisent pas à pas

une politique de santé qui flirte avec l'eugénisme. »

Individualisme

Tous les problèmes se tiennent. Le libéralisme effréné fait corps avec l'individualisme, explique Mgr Cattenoz, rappelant que « l'économie se doit d'être au service de l'homme et du bien commun dans le respect de la justice sociale et de la solidarité humaine. La mondialisation des échanges commerciaux et la globalisation de l'économie semblent se fonder sur une conception intégralement libérale de l'économie, de ses mécanismes. L'économie prime sur tout et là encore des conceptions individualistes et libérales dominent au détriment du respect de l'homme et de la solidarité entre les hommes. »

D'où cette question visant au cœur le système électoral : « Où sont vos priorités ? Sont-elles du côté de groupes de pression susceptibles de vous apporter des voix le temps d'une élection ou sont-elles vraiment au service de notre pays ? »

Le prélat va jusqu'au bout de sa condamnation de l'individualisme :

« Nous constatons l'évolution du droit civil qui consacre depuis trente ans l'individualisme des droits [...] Beaucoup voudraient organiser la vie sociale seulement à partir des désirs subjectifs et changeants, sans aucune référence à une vérité objective comme la dignité de tout être humain, ses droits et ses devoirs au service desquels doivent se mettre les responsables de notre société. La famille et les familles ne sont plus considérées comme les corps fondateurs de la société, mais comme une juxtaposition d'individus. Ainsi naissent et prospèrent au gré des gouvernements, des politiques à caractère social, destinées à pallier les effets de cet individualisme qui gangrène la société. Cette conception individualiste de la société soumet notre pays aux dérives d'une opinion aux repères brouillés et aux groupes de pression qui pèsent de tout leur poids en cette période électorale »

La lettre s'achève sur une invitation faite « aux hommes politiques, aux chrétiens, à tous les hommes de bonne volonté [à] passer au crible de l'Évangile et de l'enseignement de l'Église vos propositions avant de se déterminer dans leur choix. »

On aimerait que Mgr Cattenoz ne soit pas le seul à parler un tel langage de salubrité publique...

* Site libertepolitique.com

LE VOLET AGRICOLE DE LA NÉGOCIATION DE DOHA

Notre agriculture au pilori

L'Europe de papa est agonisante, souffre de tous les maux et nous précipite inéluctablement avec elle dans son naufrage.

Après l'industrie, c'est l'agriculture déjà fort mal en point, qui risque de disparaître, parce que nous en avons confié la défense à des Commissaires européens.

Après le charbon, l'acier, disparus, l'industrie en voie de décomposition, c'est l'agriculture déjà fort mal en point, qui risque de disparaître, parce que nous en avons confié sa défense à des commissaires européens, qui, de campagnes, ne connaissent ni les rurales, ni celles des élections.

Alors que ces Messieurs paradedent dans des Palais en verre, jacassant en anglais, sur le nombre de fonctionnaires anglais qu'il faudrait ajouter pour mener le tout anglo-saxon à son terme, les Américains et Brésiliens imposent à des négociateurs "européens" un accord qu'ils ont concocté ensemble sur le volet agricole de la négociation de Doha.

La première puissance du monde et la puissance agricole

émergente ont décidé que ces "européens" devaient en terminer avec la phase de décomposition de leur agriculture démarrée sous la contrainte de l'O.M.C. en 2003, alors qu'aucune nécessité n'imposait la déstructuration, sauf les intérêts américains et brésiliens aidés par une Grande-Bretagne aux ordres et une Allemagne indifférente.

Sur l'autel du mondialisme

L'affaire a été rondement menée :

1° : on a séparé les soutiens financiers de l'acte de production afin que les aides européennes ne gênent plus jamais le commerce des produits agricoles des autres. Rappelons-nous des déclarations du Commissaire européen en 2003, qui annonçait que l'U.E. avait fait son devoir en stoppant l'ancien régime des subventions qui faussait considérablement les échanges et que les autres devaient maintenant s'engager dans cette direction. Naïveté ou corruption ?

2° : les États-Unis ont simplement obligé l'U.E., en 2004, à mettre en place un système (compensation des effets de baisse des prix) qui met l'Amérique à l'abri de toute contestation à l'O.M.C., alors

que le Machin européen interdit aux nations européennes d'utiliser ce système d'aides camouflées.

3° : l'U.E s'est engagée à Hong-Kong à supprimer toute subvention à l'exportation à compter de 2013, alors que les Américains ont trouvé un système différent, aides alimentaires à la place des subventions.

Notre agriculture a été abandonnée sur l'autel du mondialisme américanisé. Nous nous interdisons de vendre ce que nous savons et pouvons encore produire.

Plus de défenses

Pour enfoncer le clou qui permettra de fixer notre agriculture au pilori, l'U.E a décidé d'ouvrir largement son marché aux importations en diminuant ses droits de douanes de plus de 50 %. Nous resterons ainsi totalement désarmés, face à une concurrence active et largement faussée et qui a réussi grâce à l'incompétence ou à la collaboration active de commissaires du Machin.

Henri Nallet, ancien ministre de l'Agriculture, vient d'écrire que la Commission est prête, en plus, à accorder aux États-Unis une « clause de paix » qui les mettra à l'abri de tout contentieux à Genève.

La Commission nous prive ainsi de tous moyens de protection aux frontières (de l'U.E.) et de toute possibilité de nous défendre devant des autorités juridiques.

Cette "K"ommission - au nom de qui et de quoi ? - s'engage dans un nouveau processus aggravant, elle tente de supprimer nos dernières défenses : quotas de production, interventions publiques qui protégeaient encore un peu nos productions

Cette monstrueuse Commission veut, contre un hypothétique accord sur les prix industriels, brader l'agriculture, ce que la France ne doit pas accepter. Mais en plus, elle n'obtiendra rien, l'Inde et le Brésil et d'autres encore ne feront aucune concession, l'Amérique avalisera l'accord (le 1er juillet) et la Commission demandera au Conseil européen de l'avaliser aussi. Cette affaire se décidera à la majorité qualifiée, la France n'a aucune chance, le Machin européen apportera la preuve de son incompétence dans tous les domaines.

Mesdames et Messieurs les candidats, il vous reste une chance de servir notre pays en vous opposant à ce qui se manigance, sans cela le prochain Président n'aura plus que quelques chrysanthèmes que nous planterons, à la place des anciens champs de blé, à inaugurer.

Un dangereux olibrius de gauche

Qui votera pour José Bové ? Sans doute fort peu de nos lecteurs... Penchons-nous quand même un instant sur le cas de cette vedette médiatique, qui après avoir longtemps crié partout ne pas vouloir "faire de la politique", n'en a pas moins remué ciel et terre pour obtenir les signatures lui permettant de se présenter à l'élection présidentielle...

Deux fins observateurs de la vie politique, Rachid Kaci, fondateur d'un courant revendiquant son franc parler au sein de l'UMP, et Yves Kerhuon, journaliste chevronné, viennent de publier une enquête riche de révélations inattendues répondant à la question : *Qui se cache derrière les moustaches de José Bové ?*

D'abord il apparaît clairement que, contrairement à la légende habituellement diffusée, l'homme qui dès les premières escarmouches sur le plateau du Larzac a été de tous les « rendez-vous de syndicalistes en colère et de gauchistes en goguette », de tous les combats à travers le monde pour l'écologie, contre la "malbouffe", contre les Mac-Do, contre les OGM, contre l'OMC, contre le FMI, contre la Banque mondiale, etc, « n'est pas un paysan, mais un militant politique entré en paysannerie ».

Idéologie

D'une étude attentive de ses premières années, de ses références idéologiques, de ses comportements en maintes oc-

casions, les auteurs n'ont pas de mal à sortir le portrait d'un idéologue dangereux, même quand il se lance dans des révoltes justifiées contre l'invasion des "fast-food", contre le productivisme, contre le mondialisme, contre l'État centralisateur, pour les produits naturels, pour les langues régionales... Il lui arrive parfois de tenir un langage rappelant par certains côtés l'école contre-révolutionnaire : communautés de base, solidarités concentriques, décentralisation. En fait ce discours n'est qu'une tentative pour donner un habit neuf aux idées de gauche les plus nocives et les plus éculées.

Car le monde bovéen est manichéen : « d'un côté, les "riches", le camp des firmes multinationales et du marché, des capitalistes et des ultralibéraux, des institutions à leur service (à commencer par l'OMC) et des gouvernements à leur botte ; de l'autre, les "pauvres", les éternelles victimes de tous les pouvoirs et particulièrement de l'Argent, en France comme aux antipodes, et les "belles âmes" qui, comme Bové lui-même, se veulent à la fois leurs frères dans la lutte, leurs champions et leurs protecteurs. Ce qui

par **Michel FROMENTOUX**

échappe à cette dyade antagoniste ne l'intéresse pas, ou mieux : n'existe pas. » Bové, on le voit, n'est qu'un orphelin de Marx, de Lénine et de Bakounine, dont il retrempe les utopies dans



José Bové
Son idée : tuer l'État-nation

un bain d'humanitarisme, n'hésitant pas à tenter de "sauver" le marxisme, à le dégager de ce qui aurait été derrière le rideau de fer sa "caricature"...

On voit ainsi dans quel sens Bové et ses semblables accaparent les légitimes exaspéra-

tions des paysans, des ouvriers, des artisans contre le mondialisme et son libéralisme effréné. Pour lui la lutte des classes est internationale, les réseaux de la révolte sont tout aussi "mondialistes" que les pouvoirs économiques en place.

L'État-nation, voilà l'ennemi...

Il s'agit surtout pour lui de tuer le modèle de l'État-nation qui sert de référent à l'idée de pouvoir. « Tirant la leçon, écrivent les auteurs, de la disparition proclamée et, à terme, souhaitée, de l'État-nation, on passe très logiquement de "l'antimondialisation" dont on se réclamait à l'origine, à "l'altermondialisation", qui permet de renouer avec l'internationalisme. Le glissement sémantique n'est pas dépourvu de signification. [...] Si l'on veut inventer des alternatives au modèle économique-politique de la globalisation néolibérale, il faut assumer la mise en question des structures de gestion des territoires et de représentation des citoyens. Les souverainismes politiques de gauche et de droite sont des réponses du passé. »

Rachid Kaci et Yves Kerhuon constatent, bien sûr, qu'en France l'État et la nation traversent aujourd'hui une crise, causée tant par la démission des élites que par l'hypertrophie de l'État ou par le personnel discrédité qui abdique ses prérogatives souveraines au profit de Bruxelles. Mais, montrent-ils ensuite, là où les altermondialistes jouent les imposteurs c'est quand « ils utilisent à leur profit les notions d'État et de nation et la confiance ou l'attachement que peuvent encore éprouver leurs concitoyens à l'égard de l'une ou de l'autre de ces notions. » Ainsi José Bové et ses semblables s'approprient effrontément la victoire du non au référendum de 2005 sur la constitution européenne...

Il faut lire l'ouvrage de ces deux auteurs au regard perçant. Au delà de José Bové, que nous considérons comme un olibrius, c'est tout le combat écologiste qu'ils entendent libérer de la main mise abusive des tenants des idéologies libertaires (qui mêlent le meilleur et le pire, l'agriculture biologique et le droit à l'avortement, etc...) Ces idéologies n'ont jamais été appliquées dans une atmosphère de "non-violence" quoi qu'en dise José Bové...

* Rachid Kaci et Yves Kerhuon : *Qui se cache derrière les moustaches de José Bové ? Éd. des Syrtes. 168 pages, 16 euros.*

PROCÈS DES CRIMES COMMUNISTES

Entre utopie et réalité

Relativement passé sous silence par les médias, le procès des anciens dirigeants khmers rouges toujours vivants, qui doit normalement se tenir dans le courant de l'année 2007, n'en est pas

La mise en place du procès des anciens responsables du régime khmer rouge rencontre des difficultés de tous ordres, juridiques comme politiques.

moins important, dans la mesure où c'est la première fois depuis les procès de Nuremberg que sera donnée à juger une des "expériences" communistes les plus meurtrières de l'histoire du XX^e siècle. En quatre ans, de 1975 à 1979, le Parti communiste du Cambodge ou Parti du Kampuchéa démocratique, appuyé sur sa terrible organisation, l'Angkar, assassina plus du quart de la population cambodgienne, soit près de deux millions de morts.

On se souviendra de ce qu'il advint, dans les années 1990, de la tentative de faire juger Alphonse Boudarel, ressortissant français exerçant les fonctions de commissaire politique et de commandant adjoint dans les rangs du Viêt-Minh, entre les mois d'octobre 1952 et août 1954, dans un camp d'internement du Nord-Vietnam au sein duquel il aurait persécuté des prisonniers politiques. La Cour de cassation, sai-

sie à l'époque, avait jugé que les faits reprochés à l'ancien supplétif étaient amnistiés parce qu'ils étaient postérieurs à la Seconde Guerre mondiale et ne pouvaient donc recevoir la qualification de crimes contre l'humanité. Si la question des procès des crimes communistes s'était également posée suite à la publication, en 1997, du retentissant *Livre noir du communisme* par Stéphane Courtois, force est de constater qu'elle est restée depuis au stade de la pétition de principe ou du vœu pieux.

Deux régimes criminels

Établir le parallèle, pourtant saisissant, entre les crimes nazis et les crimes communistes a toujours relevé de l'hérésie, la singularité de la Shoah, génocide de race, ne pouvant être banalisée et mise sur un pied d'égalité avec un "simple" génocide de classes. L'historien américain Charles S. Maier explique ce phénomène par le fait que la terreur des régimes communistes, bien que plus meurtrière que la terreur nazie (près de cent millions de morts !), était beaucoup plus aléatoire et conjoncturelle que cette dernière, enfermée, quant à elle, dans une logique systématique et planifiée d'extermination. En ce sens, les crimes communistes s'inscriraient dans une "mémoire froide" éphémère alors que le souvenir des crimes nazis serait entretenu par une "mémoire chaude" plus persistante, parce que,

par **Aristide LEUCATE**

précisément, ces crimes étaient plus ciblés.

Si l'explication peut sembler valable, il n'en reste pas moins, d'un point de vue plus prosaïque, que depuis les accords de Yalta de février 1945, jusqu'à la chute du Mur de Berlin et l'effondrement du régime soviétique de Russie qui s'ensuivit, la "guerre froide" autant que la "transition démocratique" des pays de l'Est ont toujours empêché de poser clairement le problème d'un "Nuremberg" des crimes communistes, l'Est et l'Ouest ayant toujours eu intérêt (pour des raisons de politique intérieure ou extérieure) à l'ignorer.

Un procès retardé

Fort de ces éléments, on comprend mieux pourquoi la mise en place du procès des anciens responsables du régime Khmer rouge qui doit se tenir à Phnom Penh rencontre des difficultés de tous ordres, juridiques comme politiques.

Tout d'abord, ce procès vise des personnes à la santé fragile dont la moyenne d'âge est de quatre-vingts ans. C'est dire que, depuis le renversement du régime de Pol Pot (décédé en 1998), la communauté internationale n'a pas fait montre d'un empressement forcené pour déférer les coupables devant un tribunal.

Ensuite, parce que ce procès concerne des crimes ayant été commis avant l'institution de la Cour pénale internationale en 2002, c'est à un tribunal spécial composé

de juges étrangers et cambodgiens qu'il reviendra de connaître des crimes des anciens dignitaires Khmers. Il faut savoir que ce tribunal, instauré après moult tractations sous l'égide des Nations unies, est fortement contesté par le gouvernement cambodgien qui y voit une atteinte à sa souveraineté. Bien entendu, il s'agit d'un prétexte pour contenir la compétence d'un tribunal qui devra se garder d'aller trop loin dans ses investigations. Le Premier ministre en exercice, Hun Sen, ayant été chef de régiment dans le régime Khmer rouge, ainsi que bon nombre de responsables impliqués dans les crimes de ce régime et faisant partie de l'actuelle administration ne sont évidemment pas prêts à coopérer aussi facilement et sans conditions.

Des paramètres géopolitiques rendent également difficile la tenue du procès. Les États-Unis, certains pays occidentaux et la Chine, quelques années après la chute du régime, ont continué malgré tout à marquer leur soutien aux Khmers rouges, les uns pour résister à l'URSS (qui soutenait le Vietnam libérateur du Cambodge en 1979), la Chine parce qu'elle a toujours été présente aux côtés des Khmers rouges de Pol Pot ou de Khieu Samphan son successeur en 1987. Finalement, pas grand monde ne souhaite ce procès des anciens Khmers rouges et la discrétion qui entoure l'organisation de celui-ci démontre, s'il en est besoin, que les victimes des crimes communistes demeureront les oubliés éternels de la Justice universelle.

aleucate@yahoo.fr

ATTENTATS ISLAMISTES EN AFRIQUE DU NORD

Pas de pitié pour les terroristes !

Plusieurs attentats sanglants viennent d'avoir lieu ces derniers jours en Algérie et au Maroc. Tous revendiqués par les islamistes maghrébins, "franchisés" d'Al Qaïda. Si la Tunisie est épargnée, elle le doit à la politique de fermeté des responsables de

Il serait suicidaire de baisser la garde, de pratiquer l'angélisme.

ce pays, soucieux avant tout du progrès et de la paix civile, l'un et l'autre exemplaires dans le monde arabe, en dépit des commentaires de quelques droites-de-l'hommes occidentaux complices objectifs ou volontaires conscients de la subversion internationale.

À Alger c'est le siège de la présidence du Conseil, donc le cœur du pouvoir, un des endroits les mieux protégés de la capitale, qui

a été frappé, ainsi que le principal commissariat de la police. Une quarantaine de morts, plus de cent blessés graves et sérieux.

Violence aveugle

À qui la faute ? Les réseaux islamistes qui ont d'ailleurs immédiatement revendiqué les forfaits, dira-t-on non sans raison. Néanmoins, le pouvoir algérien y a une grande part de responsabilité. Le président Bouteflika, qui garde un silence assourdissant face à ces crimes, a fait libérer des milliers de terroristes et guérilleros islamistes, pris souvent arme à la main, au nom de la réconciliation nationale et de la démocratie. La pression américaine et celle des milieux de gauche en France, dignes héritiers des funestes et tristement célèbres "porteurs de valises" du F.L.N. ont joué un rôle déterminant dans cette affaire, libérations pratiquement sans conditions, sans contrepartie, sans contrôle, et malgré les protestations des familles des 150 000 victimes de ces terroristes.

Si beaucoup de ces libérés se tiennent en apparence et pour le

par **Pascal NARI**

moment tranquilles, bien d'autres ont rejoint les djihadistes en Irak et en Afghanistan ou participé à la reconstitution des maquis en Algérie et refont surface aujourd'hui. Beau gâchis.

que ces derniers temps les autorités avaient baissé la garde. On comptait, et on compte trop sur le rôle bienfaisant et unificateur du Roi, "commandeur des croyants", et de la monarchie. On a un peu oublié le précédent iranien. Ici aussi la pression américaine est pour quelque chose.



Alger, le 11 avril

Au Maroc, où les islamistes tentent ouvertement de détruire la prospérité économique éclatante du royaume, la responsabilité du pouvoir est, certes, moindre mais non négligeable. Tous les observateurs impartiaux conviennent

Washington mène une croisade mondiale contre le terrorisme. Mais par suite d'une fausse analyse, ou d'une méconnaissance du phénomène islamiste – à ne pas confondre nécessairement avec l'islam – les Améri-

cains préconisent partout aux pouvoirs arabes de composer avec les islamistes et de les associer à l'exercice du gouvernement. Erreur fatale : les islamistes ne veulent pas participer au "jeu démocratique" à l'occidentale, d'ailleurs inadapté à ces pays, mais cherchent à instaurer un "califat" fondé sur la charia, et ce par la violence aveugle qu'ils appellent à tort "djihad".

Menace dans les "cités"

Un feu couve au Maghreb. C'est une évidence. Une fois passé le temps des élections on s'en apercevra mieux en France. La menace des réseaux d'activistes djihadistes et des islamistes de tous bords sur la sécurité intérieure de la France est réelle. Nul n'ignore que leur implantation dans certaines "cités" est loin d'être négligeable et elle est étroitement liée au trafic de drogues et à la contrebande, autrement dit au crime organisé. Les premières victimes en sont les habitants de ces cités, en majorité musulmans et désireux de vivre en paix. Mais la paix civile pourrait être mise en danger. Ces réseaux sont à même d'agir s'ils reçoivent la consigne. Il serait suicidaire de baisser la garde, de pratiquer l'angélisme. Le danger n'est pas à nos portes. Il est dans nos murs. Prenons garde.

LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE ET LA FRANCE

● À PROPOS DU "COUPLE FRANCO-ALLEMAND", Alexandre Adler écrit dans sa chronique du FIGARO (24-25 mars 2007) : « Les projets industriels communs aux deux nations, en dehors de l'aéronautique et de l'espace, lui-même mal en point, se sont restreints comme peau de chagrin. Il y a peut-être pire : l'Allemagne a eu le sentiment largement fondé, d'avoir dû faire face toute seule aux dures années de la réunification, suivies des non moins dures années de la nationalisation d'un État providence particulièrement coûteux. Si, aujourd'hui, elle parvient, grâce à la qualité de ses exportations et au dynamisme de ses démarcheurs publics ou privés, à conquérir la première place mondiale en matière d'exportations, elle a le sentiment d'avoir accompli cette longue et épuisante bataille sans grande aide extérieure ».

De là proviendrait la « nouvelle indifférence » de l'Allemagne envers son partenaire d'outre-Rhin. La France aurait-elle donc les premiers torts ? Il ne faudrait tout de même pas oublier que, après l'effondrement de l'Allemagne de l'Est, c'est le chancelier Kohl qui a décidé la réunification sans consulter ses partenaires de la Communauté européenne et, ensuite, l'équivalence du mark de l'Est avec celui de l'Ouest, ce qui a entraîné pour la France, liée à l'Allemagne par le "système monétaire européen", un ralentissement de la croissance et une augmentation du chômage. Unilatéralement, l'Allemagne a imposé à la France la réunification et ses conséquences.

Jacques CÉPOY

AFGHANISTAN, IRAN, IRAK

L'Orient, une poudrière

Le 9 avril dernier, M. Ahmadinejad, le président de la République islamique, a déclaré que l'Iran était en mesure de produire du combustible atomique à usage industriel. Autrement dit, le régime de Téhéran

Une action d'envergure s'impose à l'Occident pour prévenir une crise internationale.

dispose au moins de 3 000 centrifuges et est à même de produire d'ici un an au mieux, dix-huit mois au plus, assez d'uranium enrichi pour fabriquer des bombes nucléaires.

La politique de négociations à tout prix et sans but de l'Union européenne, les "sanctions" décidées par l'O.N.U. n'ont strictement servi à rien. Les islamistes vont bientôt posséder "leur" bombe. Ce qui sanctuarisera leur régime et lui donnera un pouvoir de chantage et de nuisance particulièrement redoutable.

L'Occident ferme les yeux

Que dit-on en Occident ? Les uns en Europe surtout, mettent en doute la réalité des dé-

clarations d'Ahmadinejad. "Il bluffe" dit-on. Pour couper court à cette interprétation qui arrange bien les "bonnes âmes", Téhéran qui a peu apprécié les doutes exprimés, a invité les inspecteurs de l'Agence Internationale de l'Énergie atomique à venir visiter le site de Natanz où les centrifuges sont installés ! Les autorités ajoutent que le nombre des centrifuges sera porté à 10 000.

D'autres ont une position encore plus angélique : cet uranium enrichi sera affecté à la centrale de Bouchehr. Or, ladite centrale est loin d'être achevée. Le régime de Téhéran n'a qu'une seule destination à "son" uranium : la bombe. Tout le monde le sait, mais on préfère fermer les yeux ou presque. Étrange politique.

Terreur en Irak

En Irak voisin, la situation s'aggrave de jour en jour. Le pays n'existe pratiquement plus, la population prend massivement le chemin de l'exil, la terreur règne. Même la "zone verte" où se sont réfugiés les responsables américains et ceux du "gouvernement" de Bagdad, zone pourtant supposée intouchable, n'est plus à l'abri. On a même frappé par le "ultra-sécurisé".

Les 20 000 soldats américains supplémentaires et le "plan de sauvetage" du président Bush

n'ont servi à rien. Entre 30 et 50 personnes meurent chaque jour "officiellement" par suite des attentats ou au cours de combats. Le chiffre réel est bien supérieur.

La solution est politique, il faut négocier avec la résistance, c'est à dire surtout les partisans de Saddam Hussein dont l'exécution n'a fait qu'exacerber la haine envers les Américains et la volonté de combat.



M. Ahmadinejad, président de la République islamique d'Iran

Washington s'y refuse et se contente d'accuser el-Qaïda d'être à l'origine de la violence.

Du côté chiite la violence est manipulée par Téhéran et ses hommes, Hakim et Mogtada El-Sadr. Ils sont représentés et quasi

majoritaires au "gouvernement" donc pratiquement intouchables. Situation inextricable.

Les ingrédients d'une explosion

De l'Irak à l'Iran, sans oublier l'Afghanistan, où la situation se dégrade de jour en jour, et le Liban où le Hézollah s'arme et se renforce sous les yeux des Casques bleus supposés l'en empêcher, tous les ingrédients d'une explosion régionale se mettent en place.

À Washington, le président Bush, discrédité et affaibli, n'est plus à même de prendre des décisions importantes, et les élections approche, ce qui n'arrange rien.

À Londres, la position de Tony Blair n'est pas meilleure. L'affaire des otages a fini par ridiculiser le pouvoir et discréditer le Premier ministre sur le point de quitter son poste.

À Paris, la campagne électorale paralyse la diplomatie française. Cela va encore durer quelques semaines.

Or une concertation urgente entre ces trois capitales, les plus influentes dans l'Orient compliqué, et une action d'envergure s'imposent pour prévenir une crise internationale.

On en est loin.

P.N.

TOUS À JEANNE D'ARC !

LE MIRACLE FRANÇAIS

■ Est-il raisonnable de croire au miracle français en ce début de XXI^e siècle où l'on voit tant de nos compatriotes résignés à la fin de l'histoire de France ?

Eh bien, oui, et plus que jamais ! Tout est humainement perdu ? Qu'à cela ne tienne ! L'histoire de notre pays a été bien souvent celle de l'humainement impossible. À commencer par sa naissance en 496, qui ne s'explique que par le baptême de Clovis.

Nous ferions preuve de beaucoup d'ignorance et de beaucoup d'égoïsme si nous prétendions que la "grande pitié" dans laquelle nous plongeons aujourd'hui les reniements de nos politiciens et l'indifférence de nos contemporains est totalement inédite...

Heureusement chaque année à pareille époque la fête nationale de sainte Jeanne d'Arc nous rappelle que les plus honnêtes trahisons n'ont jamais eu raison de la Fille aînée de l'Église tant que celle-ci a cru en elle-même.

Notre espérance

Comme notre temps, le XIV^e siècle fut celui d'une tragique perversion des esprits. La crise était religieuse, économique et politique. Beaucoup ne voyaient d'autre issue que de fondre la France dans un nouvel ordre européen fondé sur des volontés de puissance essentiellement mercantiles et matérialistes – ce qui fut sanctionné par l'ignominieux traité de Troyes (21 mai 1420).

Jeanne, l'envoyée de Dieu, sans se laisser embarrasser par les légalités du moment, donnant l'exemple de la forme la plus éminente de la charité qu'est l'action politique, embrassa d'un seul regard la réalité française. Greffant son patriotisme sur sa foi chrétienne, elle restaura la paix dans la nation et entre les nations.

Puisse son exemple de foi et d'espérance guider nos pas ce dimanche 13 mai vers la statue de la place des Pyramides !

M.F.

L'étendard de la délivrance

par **Michel FROMENTOUX**

Il est des époques où tout le monde semble avoir perdu la tête. C'est évidemment le cas de celle que nous vivons, mais le XIV^e siècle et le début du XV^e n'étaient guère plus reluisants. Au moment où Dieu envoya à la France la petite bergère de Domrémy, tous les désordres politiques, sociaux, intellectuels, religieux qui devaient s'ériger après 1789 en faux ordre établi et dont nous vivons aujourd'hui les ultimes conséquences empoisonnaient depuis déjà plus d'un siècle la vie française.

Ferveur populaire

La maladie du roi Charles VI (1368-1422), qui à partir de 1392, en dépit de périodes de rémission, s'enfonça de plus en plus dans l'hébétéude, eut pour effet de rendre la situation "républicaine". Les oncles du roi (Louis duc d'Anjou, roi de Naples, Jean duc de Berry, Philippe le Hardi duc de Bourgogne) ne surent qu'attiser les querelles partisans, sur fond de manipulation démagogique de la population parisienne. On vit Caboches et la corporation des bouchers organiser des "journées" préfigurant la Terreur de 1793 !

La guerre civile se révéla dans toute son horreur quand le fils de Philippe le Hardi, Jean Sans Peur, nouveau duc de Bourgogne, assassina Louis duc d'Orléans, frère du roi. Après quoi les fidèles du défunt se groupèrent autour du comte d'Armagnac, beau-père de Charles, nouveau duc d'Orléans, contre le clan bourguignon. Situation d'autant plus suicidaire que l'on était en pleine guerre avec l'Angleterre ! Le mariage en 1396 de Richard II, roi d'Angleterre, avec la petite Isabelle, fille de Charles VI et d'Isabeau de Bavière, avait pourtant laissé espérer la paix. Mais Richard II fut renversé par son cousin Henri de Lancastre qui devint Henri IV et dont le fils Henri V, ayant épousé Catherine, une autre fille de Charles VI et d'Isabeau, ne songeait qu'à s'emparer de la France. Dès lors les désastres se succédèrent, comme celui d'Azincourt (25 octobre 1415) où fut fauchée la meilleure noblesse française.

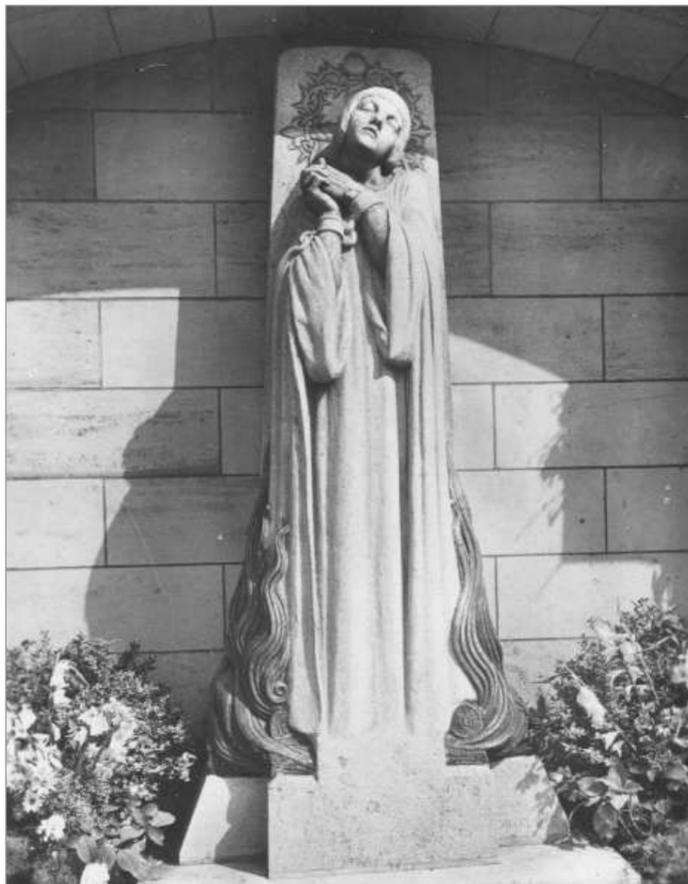
Entre "Armagnacs" résistants et "Bourguignons" vendus aux Anglais, la lutte ne fit que s'envenimer jusqu'au jour où le jeune dauphin Charles fit assassiner Jean Sans Peur. Faute politique qui eut pour effet de jeter la louvoyante reine Isabeau dans le camp du fils du défunt, qui était aussi un de ses gendres, Philippe le Bon, nouveau duc de Bourgogne. C'est alors que les négociations avec Henri V débouchèrent le 21 mai 1420 sur l'extrême humiliation du Traité de Troyes faisant du roi anglais l'héritier du roi de France...

Le bon peuple de Paris, doué d'un plus grand bon sens que les

"intellectuels", n'en continua pas moins d'acclamer le pauvre Charles VI jusqu'à sa mort en 1422. La ferveur populaire était en sommeil, elle n'était pas morte ! Cette même année 1422 mourut Henri V, laissant les couronnes d'Angleterre et – prétendument – de France à un enfant d'un an, Henri VI. Le vrai dauphin, *de jure* Charles VII, retiré à Bourges, se croyait abandonné de tous, ne sa-

de Dieu (Cauchon enseignait à la Sorbonne) creusait le lit des idéologies, lesquels n'avaient de cesse de prêcher la laïcisation des rapports sociaux pour le plus grand profit des puissances d'argent toujours hostiles aux contraintes. Des théoriciens rêvaient d'une organisation supra-nationale sans Dieu, essentiellement fondée sur des intérêts mercantiles.

Ainsi s'éclairaient les ambitions du clan bourguignon : il était le parti européen d'alors ! Depuis que Philippe le Hardi (frère de



Jeanne au bûcher, par Maxime Real del Sarte à Rouen

chant pas qu'une petite bergère de dix ans priait tous les jours pour lui et son royaume. Bientôt les voix de l'archange saint Michel et des saintes martyres Marguerite et Catherine allaient dire à cette jeune Française et fière de l'être qu'avec l'aide de Dieu, il était possible de le rester...

"Échec à l'européisme"

Le drame de la France d'alors ne peut être considéré indépendamment de celui que vivait toute la chrétienté. La foi avait fléchi et beaucoup cherchaient à chasser le surnaturel de la cité politique. Les philosophes à la mode séparaient les fins spirituelles des individus des fins temporelles des États – déjà le laïcisme ! Pendant tout le XIV^e siècle de grands débats avaient secoué, affaibli et divisé l'Église où certains réclamaient la supériorité des conciles sur la papauté et où l'on avait vu deux papes régner en même temps.

Le laisser-aller spirituel a toujours des conséquences temporelles : la perversion des hommes

Charles V) avait épousé Marguerite de Flandre, de riche puissante famille, son clan se proposa de reconstituer sur les ruines d'une partie de la France un royaume lotharingien (le vieux rêve anti-capétien !) qui serait comme l'épine dorsale d'un nouvel ordre européen. Le traité de Troyes fut l'expression de ce "libéralisme" éfréné. Relisons Pierre Virion : « **Ainsi avec l'Angleterre agrandie des trois quarts de la France et poussant son trafic jusqu'en Orient, avec les puissances commerciales d'Allemagne, une sorte de condominium, de marché commun dirions nous, est en vue dont le futur royaume de Philippe de Bourgogne serait le centre** ». Toutes les démesures sont permises dès lors que s'estompent l'unité organique des sociétés historiques.

Inutile d'insister sur les ressemblances avec notre début de XXI^e siècle... On a seulement inventé aujourd'hui l'ersatz de religion qui est censé souder le monde maëstrichien sans foi, sans nations, sans racines : les Droits de l'Homme ! En leur nom on culpabilise, on diabolise, on pousse à

la repentance tous les récalcitrants qui n'entendent pas être réduits à de simples consommateurs...

La jeunesse de la France

La fête de sainte Jeanne d'Arc – la fête du printemps de la France – vient dans quelques jours nous dire qu'on peut en sortir.

Avec la gaieté de ses dix-sept ans, une foi chevillée au corps, beaucoup d'humilité et une espérance fondée en Dieu plus que dans les hommes, elle n'est entrée dans aucun parti, dans aucune parole intellectuelle, elle n'a en rien "dialogué" avec son siècle, elle a ignoré les légalités établies, dont le traité signé sous la contrainte bien-pensante du moment. Ainsi est-elle allée droit au but. Joignant un sens aigu des nécessités temporelles à une soumission totale à l'ordre surnaturel, elle combattit, bien sûr, les Anglais – mais sans le moindre esprit de haine –, et surtout, osant dès le 8 mai délivrer Orléans, la dernière poche de résistance à la démission nationale, elle galvanisa les ardeurs des Français trop longtemps trompés et ouvrit la route de Reims afin de rendre possible le rétablissement de la légitimité en confirmant le 17 juillet 1429 le pacte de Clovis avec le Ciel.

Politique d'abord ! Il fallait d'abord que Charles VII fût sacré (« **C'est vous et non un autre !** ») pour qu'il recouvrât toute son autorité face au roi anglais, aux puissances mercantiles et aux clercs dévoyés. Alors la France allait pouvoir redevenir elle-même, chasser les utopies, les démesures et l'esprit partisan, reprendre conscience de son destin national incarné d'âge en âge par la lignée capétienne, renouer avec les sources de l'ordre naturel et surnaturel. Jeanne, au prix du sacrifice de sa vie (les Anglais et leurs "collaborateurs" la brûlèrent à Rouen le 30 mai 1431), orientait l'Europe vers un ordre international fondé sur la justice et la complémentarité entre les nations dans un bien commun universel, de nature à empêcher aussi bien l'érection de la nation en absolu que l'abandon à l'idéologie cosmopolite.

Aujourd'hui comme sous Charles VI, la ferveur française est en sommeil ; nous savons qu'elle n'est pas morte... Disons-nous bien qu'Orléans, aujourd'hui c'est nous ! Que de notre audace à vouloir rester français dépend le sort de la France ! Que la jeunesse de la France face à des européistes ramollis, c'est nous ! Que la jeunesse du monde face au désenchantement mondialiste, c'est nous ! Nous, à condition qu'à l'exemple de Jeanne, nous sachions qu'un tel combat mène plus sûrement au sacrifice qu'à la gloire, – mais c'est le prix de la liberté de la patrie !



Depuis un siècle, le Cortège

Le premier cortège de Jeanne d'Arc autorisé par la police eut lieu le 19 mai 1912. Il se rassembla place Saint-Augustin.

Bien qu'autorisé depuis 1912, le Cortège de Jeanne d'Arc a parfois été entravé par les gouvernements qui ont tenté de l'interdire. Grâce à l'Action française, il a été chaque fois rétabli et maintenu.

L'Almanach d'Action française de 1913 raconte : « Dans la matinée du 19 (mai 1912) Paris vit un spectacle magnifique. À dix heures sur la vaste place Saint-Augustin où la foule des patriotes avait afflué, de toutes les rues et de toutes les avenues débouchèrent les cortèges particuliers : ceux des ligueurs d'Action française et des Camelots du Roi et ceux des lycées et collèges. Après le dépôt des couronnes à la statue, tous ces cortèges se formèrent en un seul, derrière notre drapeau, pour aller fleurir à leur tour les statues de la place des Pyramides et du boulevard Saint-Marcel, en passant par la statue de Strasbourg où des gerbes furent également déposées. L'immense colonne, que les journaux les moins suspects évaluèrent à neuf ou dix mille patriotes, traversa ainsi, sous un soleil radieux toute la ville pavoisée. »

Après le Cortège de 1912 une proposition parlementaire fut présentée à la Chambre des députés pour instituer une Fête nationale de Jeanne d'Arc. Elle ne devait aboutir qu'après la guerre.

En 1913 et 1914, le Cortège réunit encore plus de monde qu'en 1912, bien au-delà des militants d'Action française. L'Action française demeurait l'organisatrice, mais tous les patriotes étaient invités à célébrer l'héroïne nationale. D'ailleurs, chaque année des couronnes étaient déposées non seulement aux statues de Jeanne d'Arc mais aussi à la statue de Strasbourg place de la Concorde pour montrer la fidélité de la France profonde aux provinces de l'Est perdues. Le culte de Jeanne d'Arc a joué un rôle essentiel dans le réveil patriotique à la veille de la Première Guerre mondiale.

Le conflit suspendit le cortège, lequel ne reprit qu'en 1919. Cette année-là, il fut l'occasion d'une grande manifestation avec la participation d'anciens combattants en uniformes, de délégations d'Alsaciens et de Lorrains en costumes régionaux, des lycées, collèges, facultés et grandes écoles.

L'initiative de Barrès

L'année suivante, la Chambre Bleu Horizon vota à l'instigation de Maurice Barrès la loi instituant le deuxième dimanche de mai la Fête nationale de Jeanne d'Arc « fête du patriotisme français ». Au même moment l'Église canonisa l'héroïne, béatifiée en 1909. Dès lors une cérémonie officielle eut lieu tous les ans, avec des détachements de l'armée à la statue de la place des Pyramides. Cependant l'hommage principal rendu

par **Pierre PUJO**

à Jeanne d'Arc demeura chaque année l'immense Cortège populaire qui, de la statue de la place Saint-Augustin à celle de la place des Pyramides, réunissait des patriotes de toutes tendances, des associations catholiques, et diverses délégations de mouvements de jeunesse, les organisations d'Action française fermant la marche.

L'A.F. continuait à être l'organisatrice du Cortège et à le défendre lorsque les pouvoirs publics

« À l'heure où l'Allemagne fête le chef brutal qui lui promet l'asservissement du monde, il est juste que nous commémorions l'immortelle vierge française dont l'épée sainte protège cinq siècles de la plus vieille civilisation. » Le cortège serait parti de l'Arc de Triomphe pour aboutir place des Pyramides, joignant le souvenir du Soldat inconnu à celui de Jeanne d'Arc. Le gouvernement ne donna pas suite à cette proposition.

De nouveau, la guerre interrompit la tradition. Dès le 13 mai



Fête de Jeanne d'Arc, 1951.

De g. à d. : René Wiltz, Georges Gaudy, Maurice Pujol, Charles Trochu, Pierre Boutang et Alain de La Rochefordière

s'avisait de le contrecarrer. Ce fut le cas en 1925 et en 1926 où le gouvernement du Cartel des gauches interdit le cortège. Au prix de violentes bagarres, les camelots réussirent chaque fois à l'imposer.

En 1939, Charles Trochu et Maurice Pujol, commissaires généraux du Cortège traditionnel, écrivaient au président du Conseil Édouard Daladier pour lui proposer que le gouvernement prît en main l'organisation du cortège en signe d'unité nationale devant les menaces de guerre. Ils ajoutaient :

1945, le Cortège traditionnel reprenait. Les lycéens et étudiants d'Action française y participaient nombreux, ainsi que les anciens combattants et déportés d'A.F.

En 1951 la police voulut interdire le Cortège à la dernière minute, mais, devant l'ampleur de la protestation des participants, elle dut s'incliner et le cortège s'engagea triomphant dans la rue de Rivoli.

Depuis lors, l'Action française a organisé chaque année le Cortège auquel se joignent d'autres associations, chaque organisation

défilant derrière ses gerbes et ses drapeaux en toute indépendance.

La riposte des camelots

En 1990 et 1991, à la suite de la profanation du cimetière juif de Carpentras, provocation à laquelle l'A.F. était totalement étrangère, le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe décida d'interdire le Cortège. De la place Saint-Augustin à la place des Pyramides une fantastique concentration policière occupait le centre de Paris désertifié pour empêcher les camelots du roi et les étudiants d'A.F. de déposer leurs gerbes et leurs couronnes aux statues. Même les autres organisations se virent interdire d'approcher des statues de Jeanne d'Arc, laquelle était en quelque sorte retenue prisonnière !

Cependant les jeunes d'A.F. allèrent manifester là où on ne les attendait pas : en 1990, ils occupèrent une tour de la cathédrale Notre-Dame sur laquelle on pouvait lire en gros caractère les mots ACTION FRANÇAISE peints sur un calicot. En 1991 ils s'installèrent sur le toit du Panthéon durant plusieurs heures, après avoir donné l'assaut à la police place des Pyramides.

Depuis 1992, le Cortège traditionnel se déroule normalement, dans l'ordre, toujours conduit par l'Action française qui, durant près d'un siècle, l'a maintenu sans relâche après l'avoir créé. Il a vocation à rassembler tous les patriotes français, par delà leurs divergences politiques.

Au moment où la France est menacée d'être diluée dans un magma européen, où l'esprit de démission a gagné la classe politique de droite et de gauche, la participation au Cortège traditionnel 2007 affirmera la volonté de prolonger le "non" des Français au référendum de 2005 et de défendre la souveraineté de la France compromise. Elle sera un temps fort de la nouvelle Résistance nationale. ■

Aux origines : une victoire des Camelots du Roi

Àu début du XX^e siècle, les premières actions d'envergure entreprises par les camelots du Roi furent placées sous le signe de Jeanne d'Arc. À l'automne 1908, avec les Étudiants d'Action française, ils commencèrent par une vigoureuse campagne contre un certain Thalamas qui annonçait une série de cours à la Sorbonne sur La pédagogie de l'Histoire. Or lorsque le même était professeur au lycée Charlemagne, quelques années auparavant, il avait insulté la mémoire de Jeanne d'Arc. L'Action française considéra que lui donner une chaire en Sorbonne était une provocation et qu'il fallait réagir.

Fessé en Sorbonne

Dès le premier cours, le 2 décembre 1908, les jeunes d'A.F. furent nombreux dans l'amphithéâtre Michelet à déclencher un formidable chahut pour empêcher Tha-

lamas de parler. Les semaines suivantes, l'accès de la salle leur fut interdit et le public soigneusement filtré. Mais chaque mercredi des manifestations de plus en plus amples se déroulaient au Quartier latin, assiégeant la Sorbonne gardée par la police. Cependant un jour, trompant la surveillance de celle-ci, Maurice Pujol réussit à pénétrer dans la Sorbonne avec des camelots et s'installa dans la chaire de l'amphithéâtre Guizot pour y donner un cours sur Jeanne d'Arc... en s'excusant auprès du professeur de lettres dont il prenait la place.

Le 17 février 1909, c'était le neuvième cours de Thalamas. La Sorbonne était toujours bouclée par la police, mais Maurice Pujol s'enferma longtemps à l'avance avec des camelots dans une salle de la Sorbonne. Puis à l'heure du "cours" Thalamas la petite troupe descendit dans l'amphithéâtre Michelet où l'insulteur de Jeanne d'Arc avait commencé à parler. Celui-ci fut déculotté et reçut une mémorable fessée après avoir été étendu sur la chaire... Ce

fut le dernier cours de Thalamas. Le cours prévu le mercredi suivant n'eut jamais lieu.

La police arriva et arrêta les perturbateurs. À l'extérieur de la Sorbonne, une manifestation considérable avait lieu et fut l'occasion de nombreuses arrestations suivies parfois de condamnations judiciaires, comme les semaines précédentes.

Une action persévérante

Chaque mercredi, les camelots du Roi avaient pris l'habitude de terminer leurs manifestations au pied de la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides. Au mois de mai, le jour de la fête religieuse, ils voulurent aller en cortège déposer des fleurs à la statue. La police tenta en vain de s'y opposer. Chaque fois ce furent encore des arrestations et des condamnations. Le Cortège de Jeanne d'Arc aura été imposé à la République, au prix de dix mille jours de prison.

Au début de mai 1912, cependant, Maurice Pujol et Lucien Lacour, dirigeants des Camelots du roi, étaient convoqués à la Préfecture de police où on leur signifiait que le gouvernement ne s'opposerait pas au cortège prévu pour le dimanche 19 mai, jour de la fête religieuse.

Jeanne d'Arc avait gagné. L'action persévérante, méthodique, des camelots du Roi avait porté ses fruits. De semaine en semaine, ils avaient entraîné derrière eux une foule de patriotes de plus en plus nombreuse. Ils avaient joué leur rôle de "gendarmes supplémentaires" pour faire respecter notre héroïne nationale.

Jacques CÉPOY

* On peut lire le récit de la campagne contre Thalamas dans l'ouvrage de Maurice Pujol *Les Camelots du Roi*. Sa lecture est toujours aussi savoureuse, malgré les années passées (en vente à nos bureaux).

TOUS À JEANNE D'ARC !

DIMANCHE 13 MAI

ENEZ au Cortège



■ **L'identité nationale, le drapeau, la "Marseillaise" se sont invités dans la campagne électorale présidentielle, montrant que le langage patriotique a encore une résonance chez les Français. Pour les politiciens qui l'emploient, il est vrai, ce langage n'est pas exempt du souci de racoler des suffrages...**

Il ne faut pas pour autant mépriser ce salut envoyé par des gens de gauche et de droite aux symboles de la patrie. Depuis trop longtemps, celle-ci est délaissée, dénigrée, dévaluée. Et plus encore que la patrie, qui fait appel aux puissances du sentiment, la nation qui est une réalité politique objective, bâtie au cours des siècles.

À écouter les belles âmes, chrétiennes ou laïques, la France devrait accueillir tous les indigents de la planète. Il faudrait permettre aux immigrés de vivre en France selon leurs coutumes et les dispenser de chercher à s'in-

tégrer en adoptant les mœurs françaises. La France changerait de visage.

On nous assure aussi que notre pays est devenu trop petit face à la mondialisation et qu'il ne peut plus entreprendre et réaliser quoi que ce soit par lui-même, qu'il doit se soumettre à une autorité supranationale européenne.

Pour que la France reste elle-même, pour que les Français reprennent confiance dans l'avenir de leur nation, nous avons besoin de Jeanne d'Arc, "symbole du patriotisme français", selon la loi qui a institué sa fête nationale le deuxième dimanche de mai.

À un moment charnière de notre histoire, alors qu'un nouveau président de la République viendra d'être élu, la fête de Jeanne d'Arc, le dimanche 13 mai, doit être célébrée avec une ardeur particulière. Elle marquera la volonté de tous les Français patriotes de sauvegarder

l'identité, la souveraineté et l'unité nationales mises en danger aujourd'hui par les projets d'intégration européenne et les jeux de la démocratie.

Participez au CORTÈGE TRADITIONNEL qui va fleurir les statues parisiennes de Jeanne d'Arc depuis plus de cent ans. Il a été maintenu par l'Action française sans autre interruption que celle des deux guerres, mais il est OUVERT À TOUS, en dehors de toute attache partisane, de droite ou de gauche. VENEZ AU CORTÈGE EN FAMILLE. Venez manifester votre foi en la France.

TOUS À JEANNE D'ARC !

Pierre PUJO

* **RENDEZ-VOUS** rue Royale (angle rue Saint-Honoré), le 13 mai à 9 h 30 précises.



La statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides

1926

UNE CHARGE IRRÉSISTIBLE

En mai 1926, Jean Durand, ministre de l'Intérieur, déclara l'interdiction totale du cortège de Jeanne d'Arc. Léon Daudet raconte : « Mal lui en prit. Notre Pujot inventa une technique toute nouvelle, qu'appliquèrent à merveille les vaillants entre les vaillants, les dégourdis entre les dégourdis, les grands connaisseurs et praticiens des rues de Paris et de sa banlieue que sont les commissaires des Camelots du Roi. Cette fois, ce fut la bataille rangée, menée avec une telle impétuosité et avec une telle irrésistible vigueur par les camelots et ligueurs, que toute la résistance policière fut emportée, que les barrages sautèrent en quelques secondes, que les gardes s'enfuirent à toutes jambes, avec leurs che-

vaux qui se cachaient, ruaient et dansaient au milieu des clameurs de triomphe. La manœuvre fut, c'est le cas de le dire, royalement exécuté. Je compris que l'élan est tout et que ce que veut une jeune génération royaliste, englobant tout le monde des écoles et facultés, à Paris comme en province, et toute l'élite du monde des employés, ne peut pas ne pas aboutir... » (Léon Daudet : *Paris vécu*).

Raymond Triboulet, compagnon de la Libération, ancien ministre, participa à cette charge irrésistible des Camelots du Roi. Il a raconté à Pierre Pujot :

« ...Je suis particulièrement sensible à la Sainte Jeanne d'Arc. C'est en 1926, alors que j'avais 20 ans, que participant comme chaque année le se-

cond dimanche de mai au défilé de Jeanne d'Arc alors interdit, je fus arrêté par la police, et mis dans une prison de droit commun à la Petite Roquette, la prison des mineurs. Je passai huit jours en cellule individuelle. Vous pouvez vous reporter au premier tome de mes mémoires *Un gaulliste de la IV^e* chez Plon (p. 23). Nous faisons un quart d'heure de marche en rond dans une petite cour et j'étais encadré de deux jeunes assassins. Ma pauvre mère, veuve, n'avait aucune nouvelle de moi, et enfin elle fut prévenue et me fit délivrer. »

Le Cortège de Jeanne d'Arc se déroule aujourd'hui d'une façon plus paisible. Mais il faut rester vigilant...

1990

L'ACTION FRANÇAISE À NOTRE-DAME

Au début de mai 1990 on découvre un matin que le cimetière juif de Carpentras a été profané. Un cercueil a été notamment ouvert et le corps empalé. Aussitôt, le ministre de l'Intérieur accuse l'extrême-droite antisémite d'être responsable du forfait, sans aucune preuve. L'affaire ne sera jamais élucidée... On apprendra plus tard que des individus sont arrivés quelque temps auparavant dans la région et sont suspectés d'avoir accompli cet acte odieux... Ils auraient joué le rôle de provocateurs au moment où le gouvernement de Michel Rocard cherche à justifier la loi antiraciste (la loi Gayssot) destinée à réduire la liberté d'expression sur la Shoah... Il faut susciter un mouvement de répulsion à l'égard de l'extrême-droite.

Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, s'en charge en accusant

le Front national. Mais il s'en prend aussi à l'Action française en interdisant le Cortège traditionnel d'hommage à Jeanne d'Arc qui se tient tous les ans à Paris et qui tombe le dimanche 13 mai.

Au jour dit, tout le centre de Paris est bouclé par la police de la place Saint-Augustin à la place des Pyramides. Des centaines de policiers sillonnent le secteur interdit. Des hélicoptères surveillent d'en haut le moindre



Sur la tour de gauche, la banderole de l'Action française

rassemblement. Cela n'empêche pas une bande de deux cent militants juifs extrémistes d'agres-

ser un petit groupe de personnes rassemblées devant le parvis de l'église Saint-Augustin. La police laisse cette bande se diriger ensuite vers la place des Pyramides, drapeau israélien (?) en tête, fermant les yeux sur les dégradations matérielles et autres exactions.

Pendant ce temps les jeunes d'Action française sont là où on ne les attend pas. Ils s'emparent d'une tour de la cathédrale Notre-

Dame et y tendent au sommet une grande banderole ACTION FRANÇAISE. Ils déposent une gerbe devant la statue de Jeanne d'Arc à l'intérieur de la cathédrale. Au bout d'une heure et demie, les jeunes redescendent et expliquent au public le sens de leur geste : une protestation spectaculaire contre l'interdiction du Cortège de Jeanne d'Arc.

À 11 heures du matin un autre groupe d'A.F. déjoue la surveillance de la police et dépose une gerbe place des Pyramides. Ils reviennent le soir avec Pierre Pujot et Guy Steinbach pour y déposer de nouvelles gerbes.

L'opération menée par l'Action française à Notre-Dame fut ce 13 mai 1990 largement rapportée par les médias audiovisuels.

Jacques CÉPOY



■ Une nouvelle fois le Cortège traditionnel de Jeanne d'Arc est interdit par Pierre Joxe, toujours ministre de l'Intérieur. Nous reproduisons ci-dessous le récit de la journée du 12 mai qu'en fera Nicolas Kessler dans le numéro suivant d'*Aspects de la France*.

10 h 30 : la place des Pyramides est cernée par un cordon de sécurité renforcé. Rue de Rivoli, le long des arcades, une interminable file de véhicules des Compagnies Républicaines de Sécurité déverse des flots d'uniformes bleu marine. Des barrières mobiles bloquent la chaussée. Partie émergée de l'iceberg, du gigantesque dispositif policier mis en place dès le matin de la place Saint-Augustin à la statue de la Pucelle, le déploiement de forces est impressionnant. Personne ne croit pourtant à une action des royalistes, qu'on attend plutôt à Notre-Dame, également en état de siège.

10 h 45 : débouchant des ruelles avoisinantes, plusieurs centaines de militants d'Action française se massent au bout de la rue de Rivoli, libre de tout barrage. Panique chez les flics. Au cri de "Vive le Roi", les "roycos" se lancent à l'assaut des premières lignes des forces de l'ordre, qui sont balayées en quelques secondes. La charge se poursuit, impétueuse. Après quelque flottement, la contre-attaque des CRS est d'une violence inouïe. Armés de matraques et de grenades lacrymogènes, les hommes de main

de Marchand (ministre de l'Intérieur) se ruent sur les manifestants. Le choc, terrible, se produit au coin de la place. Surclassés numériquement, les royalistes perdent un peu de terrain, lorsque une poignée d'entre eux, se faufilant entre les rangs de leurs adversaires, débouche devant Jeanne et déploie une banderole aux couleurs de l'Action française. Quelques dizaines de sympathisants accourent et entonnent les *Camelots du Roi*, groupés autour de Pierre Pujot et de Bernard Bonnaves. Ils sont dispersés à coup de trique par la police, et deux jeunes militantes, tabassées sauvagement, sont traînées vers les paniers à salade.

Là, le spectacle est apocalyptique. Une cinquantaine de jeunes, certains le visage dégoulinant de sang, sont étendus face contre terre, menottés et roués de coups

par les flics. L'indignation des passants n'y fait rien. Tandis que Pierre Pujot et Bernard Bonnaves improvisent une conférence de presse et dénoncent les pratiques totalitaires du gouvernement, les malheureux sont embarqués sans ménagement. On entend, dans les fourgons, résonner des slogans enthousiastes et des chants de combat. Les CRS respirent. Mais ce n'est pas fini.

11 h 30 : un militant d'Action française traverse en voiture le dispositif policier, et extrait une gerbe de son coffre. Les CRS se jettent sur lui. Soutenu de manière musclée par une dizaine de royalistes, il parvient tout de même à déposer les fleurs. Après une violente échauffourée, qui laisse plusieurs flics au tapis, nos amis sont à leur tour maîtrisés et interpellés. Écœuré, un ancien combattant jette ses décorations au visage d'une des brutes. Tout autour de la place, des charges sporadiques obligent les forces de l'ordre à d'épuisants redéploiements. Sur les trottoirs, cinq cents sympathi-

sants de la Restauration nationale provoquent des bousculades et lancent des œufs sur les forces de l'ordre.

12 heures : à l'issue d'un nouvel affrontement avec les gendarmes mobiles, une centaine de militants d'Action française se réfugie dans les locaux d'*Aspects*, assiégés par plusieurs escouades de CRS. Immédiatement, des drapeaux et des banderoles sont déployés aux fenêtres. Les quolibets pleuvent sur les assaillants. Craignant sans doute un nouveau Fort Chabrol, ceux-ci rebroussement chemin.

13 heures : pour stigmatiser la violence de la répression et obtenir la libération des cinquante militants interpellés le matin, la direction de la Restauration nationale décide une nouvelle action spectaculaire.

13 h 30 : deux groupes d'une cinquantaine de royalistes échappent à la vigilance de la police et traversent la Seine après une

course poursuite effrénée... Frappant à l'endroit où on les attendait le moins, ils s'enferment dans le Panthéon. La police perd les pédales. La Préfecture décide de renforcer les mesures de sécurité autour des commissariats où sont détenus nos amis. Les stations de métro autour de l'Élysée sont bouclées. Quatre à cinq cents gendarmes mobiles sont dépêchés dans le Quartier Latin. Parvenus devant le Panthéon, ils sont accueillis par une vigoureuse volée d'œufs frais. Badauds et sympathisants se massent aux alentours.

15 h 30 : après avoir cisailé les grilles du monument, les gendarmes mobiles passent à l'action avec la plus grande prudence. Les "terroristes", qui étaient sagement assis entre les tombes de Voltaire et Rousseau, sont traînés dehors et jetés dans des fourgons cellulaires. Au passage, la presse recueille quelques déclarations fracassantes. 96 interpellations.

15 h 45 : le départ des paniers à salade est empêché par un barrage humain qui bloque les accès de la place du Panthéon. Une centaine de sympathisants scandent "Libérez nos camarades" et "Le Roi à Paris". Nouveau vent de panique à la Préfecture. Et nouveau renfort de CRS. Les chahuts se multiplient à l'intérieur des véhicules, qui menacent de basculer. Finalement, le convoi s'ébranle entre deux haies d'honneur bruyantes et enthousiastes.

18 heures : dépôts de gerbes réussis à Saint-Augustin et à Saint-Marcel. Mission accomplie.

Lundi 12 heures : les derniers royalistes interpellés sont libérés et témoignent des mauvais traitements qui leur ont été infligés. Bilan du week-end : cent quarante-huit arrestations, quinze inculpations, et une dizaine de blessés légers dans les rangs de l'Action française. D'après une source bien informée, une vingtaine de policiers auraient été étendus pour le compte.

UNE FOIS DE PLUS, LA TRADITION DES CAMELOTS DU ROI A ÉTÉ RESPECTÉE.

Nicolas KESSLER



Des arrestations dignes des régimes totalitaires



Au total 148 arrestations (ici à la sortie du Panthéon occupé)



Les jeunes d'Action française sur le fronton du Panthéon

Enquête sur le créationnisme

Le créationnisme est en vogue dans les librairies. Selon les cas, l'ouvrage que lui a consacré Jacques Arnould (1) – un frère dominicain – est classé en science ou en religion. Cette ambiguïté est à l'image d'un objet d'étude dont M. Glauzy affirme ci-dessous qu'il est une « science biblique ».

Un frère dominicain veut réconcilier foi et raison

Les créationnistes « refusent la vision évolutionniste [...] selon laquelle les espèces vivantes et, plus largement, l'ensemble de la réalité seraient le résultat du lent travail des forces naturelles » ; pour eux, « au contraire, Dieu en est le seul auteur, d'une manière directe et indépendante des lois de la nature ».

Parmi les créationnistes stricts, certains observent un rejet catégorique du discours scientifique, mais d'autres ne le condamnent pas dans tous les cas. Ces derniers se divisent en deux écoles, selon leur appréciation de l'âge de la Terre : les *young-earth creationists* « pratiquent une lecture littérale des onze premiers chapitres du livre de la Genèse », tandis que l'*old-earth creationism* s'accommode de quelques exégèses. Moins radicaux, les partisans du créationnisme progressif « acceptent l'existence de différences, voire d'incohérences, entre le texte de la Bible et les données de la science », tout en prétendant que « l'évolution ne permet pas d'expliquer les événements de l'histoire de la vie ». Considéré parfois comme un néocréationnisme, le courant du Dessein intelligent s'appuie sur l'« irréductible com-

plexité » du vivant pour récuser la responsabilité du hasard dans sa constitution.

Un lobby influent

La majorité des scientifiques se montrent sévères à l'égard du mouvement créationniste. Citons par exemple Jean Chaline, directeur de recherche émérite au CNRS (2) – qui condamne parallèlement le néoscientisme – : « Pour les créationnistes, la méthode consiste à découvrir les failles scientifiques potentielles dans les hypothèses, de façon à les couvrir de ridicule, ou à montrer leurs incertitudes. Ils recourent sans état d'âme à la falsification, à la manipulation des données scientifiques et de certains principes de la physique... » Passant en revue quelques sujets de controverse, il s'indigne notamment de cette réponse faite aux évolutionnistes, selon laquelle « Dieu pourrait avoir donné une apparence de vieillesse à l'univers qui tromperait les astronomes ». Une hypothèse évidemment irréfutable, qui transgresse en cela les principes élémentaires de la science.

En France, bien qu'elles comptent quelques défenseurs, ces thèses se heurtent à une société fortement laïcisée, ainsi qu'à la prédominance historique de l'Église catholique. La situation est tout autre aux États-Unis, où le créationnisme est né dans des milieux presbytériens et évangélistes pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. Jacques Arnould rend

par
Grégoire DUBOST

compte de son immixtion dans les programmes scolaires et des batailles judiciaires qui l'ont accompagnée. Outre-Atlantique, le créationnisme s'attire les sympathies des plus hautes personnalités politiques, tel le président Bush qui déclara en août 2005 : « Ces deux théories [l'évolution et l'*Intelligent Design*] doivent être correctement enseignées de manière que les gens saisissent la nature du débat. »

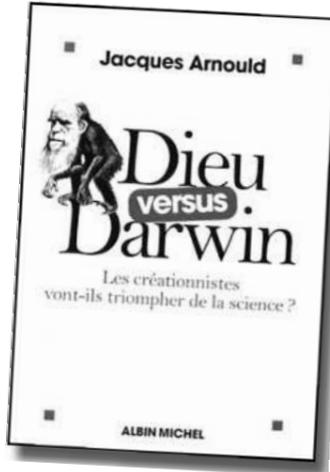
Est-il légitime de traiter les deux approches sur un pied d'égalité ? « Le concept de théorie prend en compte les faits, les hypothèses et les lois pour tenter d'expliquer la réalité », rappelle Jacques Arnould ; par conséquent, « une théorie ne peut pas être testée en dehors de la science ». Or, celle-ci est « athée *a priori* et par méthode ». Bien que croyant, l'auteur ne s'en offusque pas, car il a conscience « qu'il ne faut pas confondre origine ultime et origine immédiate », Cause première et causes secondaires.

« L'œuvre du démon »

Il entend cantonner la science à son domaine. Et aussi sa foi : « Je dois rassurer ceux qui se demandent si je crois [...] en Darwin. Je réserve la croyance à la religion, aux relations humaines, voire à l'intelligence, mais pas à la science. » Jacques Arnould constate que « les théories hé-

ritées de Darwin sont celles sur lesquelles une majorité de biologistes se fondent pour travailler » ; comme nous, il reconnaît n'avoir « ni la compétence ni l'autorité pour les critiquer ».

S'il ne leur accorde aucune caution scientifique, le frère Arnould ne traite pas les créationnistes avec mépris : « Il existe sans aucun doute de la bonne foi [...] de part et d'autre. » On



perçoit le désarroi que lui inspire une foi fondée sur une lecture littérale de la Bible... Sans doute a-t-il à l'esprit l'enseignement de Saint Paul : « La lettre tue et l'esprit vivifie. »

Bien des auteurs abordant le sujet auraient versé dans l'anticléricalisme. On tremble à la lecture d'un sermon prononcé jadis dans le Tennessee par un prédicateur assimilant la découverte des dinosaures à « l'œuvre du démon ». Jacques Arnould tient

son propos à l'écart des polémiques, mais nous observerons que les dépositaires de cet héritage fanatique, trop prompts à tout analyser à travers le prisme de la christianophobie, dénoncent volontiers l'évolution comme un « montage » contre la foi, au mépris des travaux scientifiques. L'auteur reste conscient, néanmoins, que ces théories « ne sont pas exemptes d'idéologies *a priori*, ni d'ailleurs de récupérations *a posteriori* ». Par sa mesure, il redonne un peu l'image de la religion, dévalorisée par des « champions » déniaient la rationalité.

Il apporte sa pierre au débat entre foi et raison. De son point de vue, « s'il convient de ne pas confondre ces deux sphères, il ne faudrait pas non plus les maintenir totalement séparées ». Ainsi souligne-t-il que « la quête obstinée du commencement et de l'origine se trouve au fondement même de notre conscience d'être humain ».

Dans une société laïcisée, largement dominée par la technologie, les croyants pourront difficilement esquiver ce débat, à moins de se replier dans leurs communautés. Quant aux politiques, peut-être y seront-ils bientôt régulièrement confrontés ? On se souvient qu'en début d'année, un « atlas de la création » avait été massivement envoyé dans les établissements de l'Éducation nationale afin de réfuter l'évolution au nom du Coran. En réaction, le ministère avait diffusé un « message de vigilance » auprès des recteurs.

(1) Jacques Arnould : *Dieu versus Darwin*. Albin Michel, 317 p., janvier 2007, 20 euros.

(2) Jean Chaline : *Quoi de neuf depuis Darwin ? Ellipses*, 479 p., novembre 2006, 26,50 euros.

Les géants face à la Bible

■ Les géants ont-ils réellement existé ? Ceux que les contes et légendes européennes avaient relégués au rang des croyances et mythes populaires sont, d'après Laurent Glauzy, loin d'être imaginaires. Auteur de *Mystère de la race des géants à la lumière du créationnisme*, Laurent Glauzy tente d'en démontrer la véracité à la lumière des textes sacrés du christianisme. Elucubrations sans fondements ? Hypothèse scientifiquement prouvée ? C'est ce que nous avons voulu savoir en questionnant l'auteur.

A.L.

L'ACTION FRANÇAISE 2000. — Vous venez de publier un livre consacré au mystère de la race des géants. Vous y soutenez leur existence à la lumière, dites-vous, du « créationnisme ». Pourriez-vous expliquer brièvement à nos lecteurs en quoi consiste cette théorie à rebours de l'évolutionnisme darwinien ?

LAURENT GLAUZY — Le créationnisme s'oppose à l'évolutionnisme et au darwinisme. Si nous devons utiliser des expressions explicites pour définir le créa-

tionnisme, nous dirions qu'il est l'étude de la Création à l'appui de la science ; nous parlerions de « science biblique », d'« inérence biblique ». Il ne s'agit donc pas d'un dogme, mais bien d'une réflexion d'approfondissement visant à regarder et à expliquer scientifiquement l'œuvre de Dieu à travers une observation de la nature, de l'astronomie, de l'archéologie.

Quant au gigantisme, constaté dans la flore, dans la faune, il constitue l'angle d'attaque idéal pour déboulonner le darwinisme, qui est l'équivalent du communisme dans le monde scientifique. Si Dieu est Créateur, cette vérité doit pouvoir s'exprimer et être défendue de manière scientifique.

A.F. 2000. — Cette théorie que vous qualifiez vous-même de révisionniste constitue une véritable révolution copernicienne. Elle remet fondamentalement en cause toute l'historiographie de l'humanité depuis la préhistoire, notion que, par ailleurs, vous niez farouchement. Ne craignez-vous pas de n'être pas pris au sérieux tant vos propos semblent hérétiques ?

L.G. — Mon objectif est de donner toute la plénitude à la Bible pour que nous comprenions que l'homme n'est pas le résultat du hasard, d'une cellule fantasmagorique.

Il est cependant exact que le créationnisme suscite des réticences, comme tout ce qui dérange et sort des sentiers battus du tout conventionnel ; c'est la preuve de la réussite des dogmes anti-Dieu de la Révolution française. Néanmoins, le créationnisme est pris très au sérieux dans certains pays comme en Australie, aux États-Unis, et maintenant en Pologne et aux Pays-Bas.

Concernant la préhistoire, mon livre démontre que ce volet de l'histoire est une invention à seule fin de détourner l'homme de ses vraies origines et de Dieu. C'est pourquoi je qualifie mes explications de révisionnistes.

A.F. 2000. — Votre ouvrage, aux accents parfois polémiques et hyperboliques, est davantage une profession de foi qu'un ouvrage réellement scientifique. Pensez-vous alors que le « créationnisme » relève essentiellement du politique ?

L.G. — Il ne s'agit en aucun cas d'une profession de foi, mais d'un ouvrage tordant le cou aux fausses interprétations darwinistes et ésotériques, et voulant démontrer

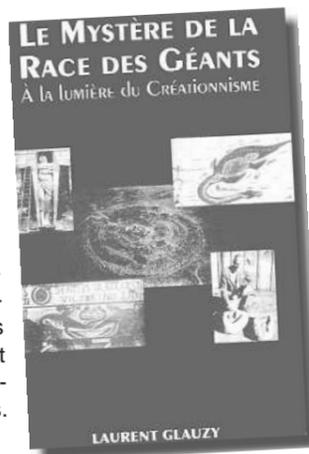
avec clarté et concision que l'interprétation de la Bible peut trouver ses fondements dans la science et dans les écrits des Pères de l'Église. La question de savoir si des

géants de plus de quatre mètres ont bien existé, est essentielle. Enfin, je ne pense pas que l'on puisse voir dans le créationnisme une quelconque raison ou motivation politique ; ce qui n'est pas en revanche le cas du darwinisme, financé dès ses débuts par Rockefeller. Nous devons donc bien comprendre que le darwinisme et un dogme dont l'objectif est la déchristianisation de nos sociétés. Nous ne devons pas oublier, comme l'observait le cardinal Ratz-

zinger, que « la crise de la foi est due à l'abandon de la doctrine de la Création ».

Propos recueillis par Aristide LEUCATE

* *Le Mystère de la Race des géants à la lumière du Créationnisme*, 168 pages (Laurent Glauzy BP 25, 91151 Etampes Cedex), 18 euros fco. de port.



Chrétiens et musulmans

Rencontrer le R.P. Michel Lelong est toujours une cure de sérénité. Il en est de même des heures passées à le lire. Son dernier ouvrage, dès le titre, annonce qu'il va nous conduire au cœur de la rencontre essentielle du monde actuel, en tout cas la plus riche – ou la plus lourde... – de conséquences tant religieuses que temporelles. *Prêtre de Jésus-Christ parmi les musulmans* (1) : nous voici aux antipodes du fameux "choc des civilisations" imaginé par des "penseurs" qui aiment jouer à se faire peur. Mais voici du même coup exposé le devoir des chrétiens de s'affirmer plus que jamais chrétiens.

Être fidèle

Michel Lelong livre ici en quelque sorte des Mémoires – le fruit d'une longue expérience sans cesse accompagnée d'une insatiable quête spirituelle. Né en 1925 en Anjou, au sein d'une famille catholique fervente, il découvrit au sortir de l'enfance, avec le film *L'appel du silence*, l'extraordinaire figure du bienheureux Charles de Foucauld, lequel avait été remis sur le chemin de la foi en voyant les musulmans du Sahara vivre ar-



demment dans la présence de Dieu. Dans les années tragiques de la guerre, où mourut en héros son frère aîné Henry, le jeune Michel, entré chez les Pères blancs, affirma déjà un certain refus de tout conformisme.

Ordonné prêtre en 1948, déjà décidé à consacrer sa vie à la rencontre des chrétiens et des musulmans, il connut les milieux étudiants de Paris et du Maghreb, alors en pleine effervescence intellectuelle, avant d'exercer son ministère dans la Tunisie de Bourguiba. Il put aussi constater la nullité intellectuelle de la "gauche caviar" en même temps que les insuffisances d'un clergé catholique contestataire et progressiste. « **Parlant de l'homme plus que de Dieu, ils jugeaient la religion musulmane pas assez "moderne", pas assez attentive aux valeurs "laïques", pas assez "désacralisée"** ». Tout à l'opposé

par **Michel FROMENTOUX**

de l'esprit dans lequel le père Lelong entendait discuter avec les fidèles de l'islam.

En 1975, l'épiscopat français lui confia la charge d'animateur du Secrétariat pour les Relations avec l'islam tout nouvellement créé. Il s'y dépensa sans compter puis, après 1981, multiplia les conférences et colloques, jusqu'au jour (1993) où il créa avec quelques amis le Groupe d'amitié islamo-chrétienne (G.A.I.C.). Le dynamique Père blanc dit au passage ce qu'il doit à l'ambassadeur de France Gilbert Pérol (décédé en 1996) et à son épouse Huguette, qui avec une très grande capacité d'écoute et une vaste culture, surent tisser des liens avec tous les courants de l'islam qui « **expriment un refus du matérialisme occidental et une recherche de la justice dans les rapports internationaux** ». Les mêmes amis ont aussi accompagné le père Lelong dans ses efforts pour préparer la réconciliation entre Rome et les fidèles de Mgr Marcel Lefebvre. Homme de dialogue et de rapprochement, il sait l'être en tout ce qui touche au maintien de la foi catholique en son intégrité, car, écrit-il, « **tout en étant accueillante envers tous, l'Église doit rester fidèle au mystère du Christ et à l'authentique Tradition catholique en particulier en ce qui concerne la célébration de la messe. C'est dans la mesure où elle vivra cette fidélité qu'elle pourra établir des relations sereines et fraternelles avec les autres, en particulier avec les croyants du judaïsme et de l'islam** ».

S'informer

Pour le père Lelong, deux urgences s'imposent.

Sur le plan international, que justice soit rendue au peuple palestinien privé par Israël de ses droits en dépit des lois et traités internationaux. La paix du monde en dépend.

Sur le plan national, que ceux qui parlent de l'islam commencent par savoir de quoi ils parlent. Pour l'auteur, il ne faut pas confondre islam et immigration : « **Il existe une immigration clandestine et incontrôlée qui est un malheur et un péril pour tous, car elle suscite un déracinement culturel, la marginalisation, le chômage et en conséquence la délinquance. Ces tristes réalités n'ont rien à voir avec l'islam [...]** ; si les immigrés sont de bons musulmans, ils sont aussi de bons citoyens. D'ailleurs une grande partie des immigrés clandestins ou délinquants ne sont pas des arabes musulmans, mais des Africains animistes ou chrétiens ». Autre amalgame à éviter : islam et ter-

rorisme, car le Coran appelle au respect des faibles et des innocents. Il faut aussi savoir distinguer les États musulmans avec les facteurs politiques, sociaux et ethniques, auxquels ils sont confrontés.

Ce que le monde actuel laïcisé à outrance comprend mal chez les musulmans, c'est que pour eux la foi compte, même dans les orientations de la politique. Ils ont un sens très aigu de la transcendance, ainsi que de la prière et de l'aumône. Reste toutefois – et l'auteur est un peu bref sur ce point – que cette religion sans clergé, sans gardien suprême de la Tradition, sans interprétation officielle du Coran, et, qui plus est, sans médiateur entre la créature libre et fragile et le Créateur tout puissant, peut inspirer des comportements difficiles à comprendre, voire à admettre, pour les catholiques.

Cela dit, le grand mérite du père Lelong est de montrer que ce ne sont pas les discours droits-de-l'hommes, matérialistes et laïcistes qui peuvent aider les musulmans à s'intégrer dans notre société, et que des chrétiens restés chrétiens et fiers de l'être, au sein, ajouterions-nous, d'une nation historique fière de son passé, sont les plus aptes à aider ces femmes et ces hommes venus d'ailleurs à reconnaître et à aimer ce que représente une nation chrétienne.

(1) Éd. F.-X. de Guibert, 220 pages, 19 euros.

À la rencontre d'Albert-Weil

Jean-Claude Albert-Weil est volontiers « inhumaniste » au temps du droit-de-

blement le grand romancier français méconnu de la fin du XX^e siècle. Méconnu mais pas inconnu : le premier volume de *L'Altermonde*, sa trilogie fantastique,

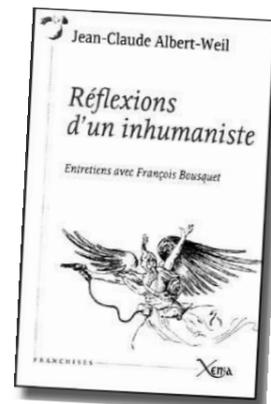
l'homme triomphant. Ce rejet de la civilisation moderne n'est pas chez notre auteur une posture esthétique mais l'expression d'une rupture radicale avec les valeurs de ses contemporains.

« **Où est-il donc le Léon Daudet qui viendra secouer le conformisme de ses lecteurs ?** »

avait connu un petit succès d'estime du monde littéraire, il y a dix ans, sous le titre *Sont les oiseaux*. *L'Altermonde* (qui regroupe *Euro-pia*, *Franchoupi* et *Sibéria*) est une uchronie archéofuturiste qui doit beaucoup à l'irlandais Swift (le père de Gulliver). Faisant se rencontrer le merveilleux et la science, Jean-Claude Albert-Weil a doublé son esprit inventif d'un rare travail sur la langue française qui s'habille chez lui de sonorités et d'un rythme délibérément empruntés au jazz.

Paranoïa archéofuturiste

Écrivain et éditeur, François Bousquet l'a longuement interrogé durant l'été 2005, nous permettant ainsi de mieux pénétrer l'univers quelque peu étrange du romancier. Un univers souvent paranoïaque et déroutant – qu'il s'agisse de son intérêt pour les extraterrestres ou de ses accents malthusiens. Préférant les chats à la plupart des hommes, Albert-Weil se proclame



Barricadé avec ses félicés dans son appartement du 4^e arrondissement de la capitale, Albert-Weil attend non seulement « **les cosaques et le Saint-Esprit** » mais également que son œuvre soit enfin reconnue à sa juste valeur. Comme le dit François Bousquet dans son introduction : « **Où est-il donc le Léon Daudet qui viendra secouer le conformisme de ses lecteurs ?** » Voilà du moins un livre qui poussera, espérons-le, de nouveaux lecteurs à découvrir le monde romanesque de Jean-Claude Albert-Weil.

* *Jean-Claude Albert-Weil : Réflexions d'un inhumaniste. Entretiens avec François Bousquet. Éd. Xenia, 144 p., 14 euros.*

PARIS INSOLITE

Tous nos princes d'Orléans sont doués – on le sait – pour les arts, les uns sont écrivain, comme Michel de Grèce, d'autres peintre, sculpteur à l'instar de Diane de Wurtemberg dont l'originalité ne cesse d'étonner : aussi ne sommes-nous pas autrement surpris d'être conviés au vernissage d'une exposition de peinture, cette fois, de la princesse Chantal.

Cette exposition, accueillie par la mairie du VIII^e arrondissement, s'intitule, à juste titre, *Paris insolite*. C'est une dénomination judicieuse car aucun des points de vue parisiens représentés n'est celui de la carte postale touristique. Tout au contraire l'inspiration s'affirme – on le ressent ainsi – au cours d'escapades solitaires, de repérages de trésors cachés dans les divers arrondissements de la capitale. Ces ruelles, kiosques à journaux, vieux ateliers signent inmanquablement la capitale française. La princesse peint sur toile, au couteau et avec de larges aplats de peinture acry-

lique. Je pense à un de mes tableaux préférés *Détail d'immeuble dans le XX^e* ; loin des couleurs grisâtres d'un Paris misérabiliste, ce sont d'éclatantes nuances de rose, de bleu vif, de jaune, ce XX^e pourrait vivre sous un ciel marocain.



La princesse Chantal de France

J'ai pris soin d'arriver de bonne heure afin de saluer la princesse. Bien m'en a pris, car en peu de temps, la salle est archi-pleine. On se salue, on se sent entre amis. Je croise des voisins de campagne, une mienne cousine embrasse la

princesse de bon cœur, ça se fait beaucoup dans le monde !

Accompagnée de son mari, la princesse Claude est en spencer de soie émeraude, d'une élégance tout italienne. Le prince Jean, duc de Vendôme, et son frère Eudes, duc d'Angoulême, sont venus, eux aussi, féliciter leur tante et semblent très heureux de se joindre aux amis et à la parentèle. Notre histrion télévisuel fleur-de-lysé fait aussi une apparition : je réalise, qu'un temps écarté, il est de nouveau bien en cour. Mais voici le champagne qui fait pétiller les regards.

Déjà une multitude de "points rouges" signalent que beaucoup d'œuvres sont "retenues" par d'heureux mortels. Paris sera toujours Paris, dit la chanson, et l'on s'y promène de façon bien agréable à la suite de la princesse Chantal.

Monique BEAUMONT

* *Cette exposition s'est tenue dans les salons de la mairie du VIII^e arrondissement du 2 au 6 avril 2007.*

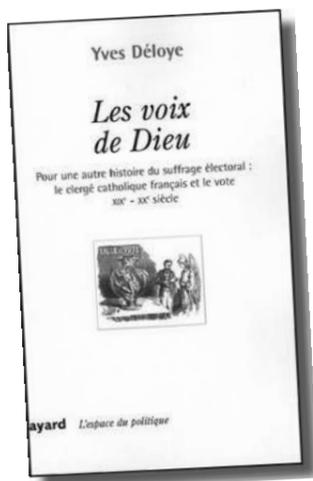
Aspects de la république

par
Anne BERNET

Approche des élections oblige, il est paru, ces derniers mois, nombre d'ouvrages traitant de l'histoire de la république, de ses institutions et de ses hommes. Nous ne nous étonnerons guère, cependant, de la récurrence de certains thèmes qui sont comme l'essence du régime.

Ralliement

Lorsque, vers 1877, l'attitude du comte de Chambord remit en cause une restauration qui semblait aussi inéluctable que nécessaire, la gauche républicaine se prit à imaginer l'impensable : l'affermissement en France d'une forme de pouvoir honnie par une majorité de Français. Ce retournement exigeait de l'argent, pour acheter la presse, qui manipulerait l'opinion, et une évolution déterminante de l'Église, toujours largement acquise, surtout après les persécutions sanglantes de la Commune, à la cause royale.



En cela, le Ralliement voulu par Léon XIII, et mis en œuvre par une partie de l'épiscopat français, devait être décisif. Or, si, en divisant clergé et catholiques, l'initiative pontificale s'avéra désastreuse à moyen terme pour la cause du trône et de l'autel, elle fut loin de donner sur le moment les résultats escomptés. Dès lors, le vote catholique, qu'il fallait prendre en compte puisqu'il demeurerait celui du pays presque en son entier, se transformait en enjeu électoral de premier plan.

Avec *Les Voix de Dieu*, Yves Déloye a entrepris un travail de recherche colossal, explorant au tournant des XIX^e et XX^e siècles les choix politiques et la propagande ecclésiastique, destinés à faire peser de tout son poids, énorme, le catholicisme sur les scrutins électoraux. Apparaissent alors deux courants contradictoires : celui des partisans du Ralliement, à tort persuadés que le régime importe peu pourvu qu'il respecte les valeurs catholiques, incapables de comprendre combien christianisme et république sont intrinsèquement inconciliables chez nous, et celui des conservateurs, incarné par l'évêque d'Angers, M^{gr} Freppel, dont la lucidité et la clairvoyance ne furent pas assez appréciées mais qui avait compris qu'en « banalisant le Mal », c'est-à-dire les valeurs républicaines, on en arriverait d'obligation à des lois et une société ennemies de Dieu.

Évidemment, Yves Déloye n'en tient pas pour M^{gr} Freppel et ce qui

l'intéresse est de démontrer, avec justesse, combien le simple fait d'inciter les catholiques à voter, fût-ce pour des candidats hostiles à la république, devait à la longue aider à ancrer démocratie et suffrage universel dans les mœurs et les mentalités, avant de réduire peu à peu à néant l'influence de l'Église française en politique.

Sans doute ne nous féliciterons-nous pas de voir la foi cantonnée dans le for intérieur et chassée de la morale publique, surtout à l'heure où la laïcité tant vantée se trouve mise à mal par d'autres modèles religieux. Reste le démontage, documents et faits à l'appui, de ce qui fut une des plus grandes piperies dans lesquelles le clergé ait donné, pour le malheur de notre patrie.

Résistance bretonne

Paysanne, pieuse et têtue, la Bretagne échappa à ce premier assaut, de sorte qu'elle demeurerait, en 1914, un bastion catholique et royaliste qualifié avec mépris d'arriéré. La guerre, et les 300 000 morts qu'elle fit dans les cinq départements bretons, modifia la donne, mais ne parvint pas à inverser la tendance. Au début des années vingt, la province restait encore fidèle à ses engagements ancestraux, ce qu'attesta son rejet du Cartel des Gauches. Il ne faudrait plus cependant que deux décennies pour la faire basculer à son tour, en dépit d'une résistance acharnée des courants conservateurs. Comment s'y prit-on ? C'est-ce que dissèque David Bensoussan dans *Combats pour une Bretagne catholique et rurale*.

Certes, la terrible saignée de 14-18, l'exode rural massif, la crise

économique des années trente se ligüèrent pour affaiblir les oppositions naturelles, ces "crispations identitaires". Toutefois, le coup le plus sévère fut la condamnation de l'AF en 1926 et ses conséquences.

David Bensoussan, même s'il souligne, ce qui est vrai, que l'Action française ne constituait pas une force électorale, pas plus qu'elle ne comptait un nombre impressionnant de militants dans une société dont seules les élites intellectuelles pouvaient apprécier la doctrine maurrassienne, ne se méprend pas sur l'impact véritable de la ligue royaliste. Elle avait, en Bretagne comme ailleurs, redonné un souffle et une ardeur à une foi royale peut-être inentamable mais devenue routinière et moins agissante. Il importait peu qu'elle regroupât à peine quelques centaines de militants, puisque son idéal se communiquait à la communauté tout entière. En quoi l'AF représentait un réel danger pour l'idéologie officielle. Le désengagement, douloureux, de l'épiscopat breton, et l'obéissance des fidèles à ses pasteurs, aboutit ainsi à ce qu'aucune persécution n'aurait pu réussir : détacher les Bretons de l'espérance monarchique.

Ce qui ne les fit pas d'emblée incliner à gauche, comme l'atteste le succès du mouvement paysan de Dorgères, et le difficile cheminement des idées républicaines relayées par *Ouest-Éclair*.

Scandales

Dans le même temps qu'elle s'acharnait sur les ultimes places fortes de la fidélité, la république se discréditait dans l'opinion publique avec une constance inal-

térable et sans paraître y attacher une quelconque importance.

Remarquable biographe du général Boulanger, Jean Garrigues s'est livré, sous le titre *Les Scandales de la République, de Panama à l'affaire Elf*, à une édifiante recension. Pourquoi, à un rythme de plus en plus soutenu, les Marianne successives sont-elles éclaboussées par des histoires de concussions, de pots-de-vin, de dessous de table, des délits d'initiés, des escroqueries, des trafics d'influence, de mystérieuses disparitions, de ténébreux suicides et des assassinats dont les coupables ne sont jamais ou presque identifiés ?

Les quarante affaires présentées ici, des légions d'honneur trafiquées par le gendre de Grévy aux scandales à la chaîne des présidences Mitterrand et Chirac, sont exposées avec clarté et précision, sans commentaires. Elles s'avèrent répétitives, au point que l'on ne s'étonne plus d'en avoir oublié tellement, comme si la faculté d'indignation cédait la place à un dégoût impuissant et blasé.

Mais l'intérêt du livre n'est pas de remémorer les faits, c'est de souligner combien les sanctions sont faibles, voire inexistantes, de sorte que, la tentation étant grande et les risques minimes, beaucoup de politiciens y succombent. Mal inévitable qui oblige à se demander si la république constitue, dans un monde où plus rien n'est sacré, la seule institution qu'en dépit de ses vices et de ses fautes, l'on n'ait pas le droit de remettre en cause...

Regard étranger

Il peut toutefois s'avérer dangereux pour les politiciens de trop tirer sur la corde ; une fois au moins, elle faillit bien casser et ce

ne fut que d'extrême justesse qu'ils évitèrent la chute. Jean Garrigues le souligne, les seuls scandales qui éclatent sont ceux qu'une fraction du monde politique a intérêt à voir éclater ; il en garde donc le contrôle. En 1934, il le perdit avec l'affaire du crédit municipal de Bayonne. À plus de soixante-dix ans d'écart, cette vilaine affaire Stavisky et ses retombées continuent à susciter de telles réactions qu'il est peu d'historiens français susceptibles d'en parler sans passion ni parti pris.

Aussi n'est-il pas inintéressant de lire ce qu'en dit un universitaire britannique, Paul Jankowski. Dans un souci de mise en scène littéraire auquel ses collègues continuent à n'oseraient recourir de crainte de déshonorer leurs diplômes, Jankowski part du procès qui débuta le 4 novembre 1935 à Paris où ne comparurent que des comparses et qui n'aboutit à rien pour disséquer l'affaire. Car Stavisky n'en avait pas fait plus que ses prédécesseurs, voire moins et l'on ne s'attendait pas à ce que la rue se mobilisât ainsi... Tout est passé au crible : le parcours et la personnalité du "beau Sacha", ses magouilles incorrigibles, mais surtout son entourage. Ce qui fascine ici, c'est l'étendue des complications, des compromissions avec l'escroc, autrement dit la corruption généralisée qui frappa la France de stupeur avant de la soulever de colère. Édifiant tableau présenté avec un luxe de détails et de précisions érudites aboutissant à une radiographie de la société française dont seul un étranger était capable.

* Yves Déloye : *Les Voix de Dieu*. Fayard, 400 p., 28 euros (183,66 F).

* David Bensoussan : *Combats pour une Bretagne catholique et rurale*. Fayard, 660 p., 32 euros (209,90 F).

* Jean Garrigues : *Les Scandales de la République*. Robert Laffont, 500 p., 22 euros (144,31 F).

* Paul Jankowski : *Cette vilaine affaire Stavisky*. Fayard, 460 p., 21,30 euros (140 F).

LUS AUSSI

● Jean-Marie Fitère : L'AFFAIRE STAVISKY, SCANDALE DANS LA RÉPUBLIQUE

S'il vise moins haut que l'étude de Jankowski, ce petit livre offre, sous une forme vivante et journalistique, un résumé solide et complet de l'affaire et de ses retombées, en particulier celles liées à la mort étrange du conseiller Prince, en charge du dossier Stavisky et que l'on retrouva écrasé sur une voie ferrée près de Dijon, dans des circonstances si curieuses que l'on ne put jamais savoir s'il s'agissait d'un meurtre ou d'un suicide. Au-delà des protagonistes, Fitère s'intéresse au sort de la veuve de l'escroc, Arlette Simon, qui fit face avec une indéniable dignité à ses revers de fortune, et aux enfants du couple, victimes innocentes des activités de leur père.

* Acropole, 170 p., 13,57 euros (89 F).

● Michel Junot : L'AGONIE DE LA III^e RÉPUBLIQUE

Déstabilisée par les scandales à répétition, plus encore par la politique du Front populaire, la III^e République, régime en déliquescence frappé d'impuissance, paraît, en 1937, absolument incapable de faire face aux menaces internationales. Seul un changement de cap radical pourrait peut-être encore épargner à la

France des catastrophes qu'elle ne voit pas venir. Ce changement de cap ne pourra pas se faire et la course à l'abîme continuera jusqu'au désastre de juin 1940.

Jeune homme à la veille d'entrer lui-même dans la vie politique, Michel Junot fut témoin de ces événements. Avec le recul du temps et l'expérience, il en fait le récit précis, argumenté, appuyé aux meilleures sources historiques, mettant tour à tour en scène des politiciens aveuglés par leurs intérêts partisans ou personnels, sous la coupe parfois de dames ambitieuses, des dictateurs implacables et des peuples que l'esprit de service et de sacrifice paraît avoir déserté. Cette fresque vécue n'a rien perdu de son actualité ni de son intérêt ; elle offre maints sujets de méditations indémodables.

* Éditions de Paris, 430 p., 29 euros (190,22 F).

● Jean-Pax Méfret : UNE SALE AFFAIRE

Lorsque, le 1^{er} octobre 1968, l'on découvre dans une décharge le cadavre de Markovic, ex-garde du corps d'Alain Delon, il s'agit d'un fait divers sordide mais alléchant, qui mêle truands et vedettes de cinéma. Quelques jours plus tard, il se mue en affaire d'État quand la rumeur, appuyée sur les douteuses révélations d'un taulard, fait état de partouzes impliquant des per-

sonnalités, dont la femme d'un ancien Premier Ministre, immédiatement identifiée comme étant M^{me} Pompidou. Calomnie qui tombe à pic car Georges Pompidou apparaît désormais comme le successeur du général De Gaulle, et cela en irrite plus d'un.

Jeune journaliste, Méfret enquête sur l'affaire. Aujourd'hui, il la reprend pour démontrer l'inanité des ragots et souligner le rôle des pires officines de barbouzes gaullistes. Plongée malodorante dans les égouts de la Ve...

* Pygmalion, 238 p., 18 euros (118,07 F).

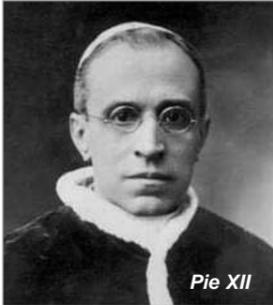
● Pierre Brasme et Christian Le Corre : HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET DE SES PRÉSIDENTS

Une riche iconographie pour une leçon d'instruction civique bien pensante retraçant, de la Révolution « qui transforma la république en dictature » à nos jours, une histoire convenue destinée à persuader le public que nous vivons dans le meilleur des régimes possible, gouvernés par les moins pires des hommes politiques. On notera avec intérêt que ce n'est pas l'avenir de la France qui se jouera dimanche, mais celui de la Ve... Du coup, on se sent nettement moins inquiets !

* Ouest-France, 127 p., 15,90 euros (104,29 F).

PIE XII ENCORE CALOMNIÉ

■ Comme chaque année on célèbre le 16 avril en Israël le souvenir des disparus de la Shoah. À cette occasion se déroule une cérémonie au monument ad Vashem, cérémonie officielle à laquelle assiste le corps diplomatique. Le nonce apostolique a refusé de s'y rendre cette année afin de protester contre la légende infamante qui accompagne une photo de Pie XII accrochée sur un mur de ce monument (1).



Pie XII

Rappelons que, grâce à ce pape ainsi qu'à l'action du clergé et de nombreux fidèles, plus de 800 000 juifs furent sauvés pendant la guerre comme l'a fort bien montré le père Blet dans un ouvrage désormais classique (2).

Avec une insigne mauvaise foi les sionistes prétendent qu'on ne peut rien dire tant que les archives du Vatican concernant cette période ne seront pas

ouvertes. Faut-il leur rappeler que celles-ci ont été précisément publiées dans les douze volumes rédigés par le père Blet et par ses collègues jésuites entre 1965 et 1982, volumes intitulés : *Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la seconde guerre mondiale* (Libreria editrice vaticana) ?

Le père Blet est intervenu, à la suite de cette affaire, sur les ondes de *Radio Vatican* pour rétablir la vérité, mais, comme le dit le proverbe, il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Y.L.

(1) *La légende place Pie XII parmi ceux « dont on devrait avoir honte pour ce qu'ils ont fait contre les juifs » !*

(2) *Pierre Blet : Pie XII et la Seconde Guerre mondiale d'après les archives du Vatican. Éd. Perrin, 2006, 9 euros.*

Priorité du politique

« Sans la muraille des cyprès que nos jardiniers, laboureurs, vigneron, plantent d'un bout à l'autre de leur plaine battue des vents, qu'est-ce qu'y deviendraient les myrtes et les roses, les souches et les blés, l'herbage des prairies et tout le petit peuple des fraisiers et des fèves, des oignons, des aulx, des piments ? De son rempart de feuille noire, ce guerrier protecteur doit sauver ce qui pointe des précoces végétations, voilà son utilité principale.

Les poètes et les sages se sont bien efforcés de surprendre et de définir quelques autres symboles exprimés par ce beau tronc odoriférant, ce style fier, ce branchage plein d'harmonie : détourner les coups de la foudre, marquer l'heure au soleil, porter haut dans le deuil l'intérêt porté à la vie, avertir que tout est mortel... Soit ! Mais cela ne vient que fort

loin après le grand devoir, qui est de monter la faction contre l'intempérie. Le cyprès dure, endure, il se tient immobile et fort contre tous ces esprits d'éternelle mobilité qui courent nos espaces et déchaînent le trouble sur les frères semences de l'espérance et de la foi : quelle loi ne serait caduque, quelle constante naturelle ne céderait à l'incessante variation, si le gardien inébranlable ne s'élevait de dures racines qui ne tremblent point ? Solide et sûr, il permet ainsi l'éclosion des plus tendres promesses, il les défend de flotter à vau l'eau, à même le vent...

De pareils bienfaiteurs ne sauraient être appelés de simples amis. Ce sont des maîtres. »

Charles MAURRAS
Sans la muraille des cyprès
Arles, Gibert, 1941 (Préface)

Maurras aimait à comparer le Politique à une fortification. Une des meilleures anthologies de son œuvre ne s'intitule-t-elle pas *La dentelle du rempart* ? (1) Le rôle premier du Politique, le rôle premier de l'État consiste, en effet, à protéger la société et ses activités, à protéger les familles et les personnes. Cette protection est complexe. Le Politique protège contre l'agression extérieure, mais il protège aussi parfois les hommes contre eux-mêmes. Ce qui est différent de faire leur bonheur, tâche qui ne lui incombe pas.

L'État protecteur exerce donc de multiples fonctions, et Maurras de les rappeler en analysant le rôle de la muraille de cyprès, symbole poétique du Politique : « ...marquer l'heure au soleil... avertir que tout est mortel ». Mais il revient vite au rôle essentiel, « monter la faction contre l'intempérie ». Bien que l'idée de défense armée vienne immédiatement à l'esprit, Maurras ne se contente pas de cette qualité évidente pour tout esprit normal. « Le cyprès dure et endure » : Le Politique assure la continuité, la stabilité. Il doit être fort, il doit servir d'arbitre, il protège « contre tous ces esprits d'éternelle mobilité qui courent nos espaces et déchaînent le trouble sur les frères semences de l'espérance et de la foi ».

Voici notre cyprès « gardien inébranlable » des lois, des principes de la Loi qui ne sont pas d'éphémères « faits de société » comme dans les régimes où sévissent les mœurs démocratiques, où la muraille a été laissée à l'abandon même quand la fureur démagogique n'y a pas encore porté la hache égalitaire et libertaire.

Stabilité et continuité

Le rempart doit être « inébranlable ». Cela implique qu'il fasse l'objet de soins constants. S'il n'est pas entretenu, ou si les soldats se croient derrière lui à l'abri du danger, négligent d'entretenir leurs armes et somnolent, sa protection se révélera illusoire et le Pays connaîtra un jour une invasion étrangère qui ne sera pas obligatoirement militaire : elle pourra être économique, religieuse, culturelle. Songeons aux ravages accomplis par l'Université germanique dans l'esprit public français entre 1870 et 1914, quand la haute intelligence de notre pays se trouvait désarmée face à une organisation supérieure et hostile.

On peut s'endormir derrière le limes romain, on peut s'endormir derrière une ligne Maginot. Ces

exemples, ainsi que bien d'autres que nous pourrions rechercher dans l'Histoire, montrent que le rempart du Politique ne saurait être une fondation établie une fois pour toutes. Comme il n'est pas de satisfaction passive et durable en ce monde, il n'est pas, en politique, de recettes, mais des principes d'une science dont l'application requiert une vigilance de tous les instants.

D'où la nécessité vitale d'une volonté politique consciente, indépendante, durable, liée au Bien commun du Pays. Et Maurras de conclure son allégorie : « Ainsi vous rendez-vous un compte clair du principe qui, dans l'ordre des temps, passe avant tous les autres, celui de la défense et de la protection, le Principe du rempart, le Théorème du cyprès, le plus humain de tous, puisque tout homme doit être d'abord défendu, et par conséquent gouverné : Politique d'abord ».

Gérard BAUDIN

(1) *La dentelle du rempart, Paris, Grasset, 1937. Le livre a pour préface d'excellentes Notes pour un hommage à Charles Maurras de l'éditeur Bernard Grasset, publiées peu avant dans La Revue universelle.*

RENÉ RÉMOND

■ Bien que n'étant pas de nos amis, nous ne pouvons que saluer avec respect le souvenir de René Rémond, disparu à 88 ans dans la nuit du 13 au 14 avril.

Cet historien, élu à l'Académie française en 1998, était le neveu de M^{gr} Rémond, ancien évêque de Nice, partisan farouche de la condamnation de l'Action française en 1926. Sur ce point René Rémond partagea les préjugés de son oncle, ce qui n'empêche qu'il écrivit des livres intéressants. L'un de ceux-ci, *La Droite en France de 1815 à nos jours* (1954), qu'il reprit en 1982 sous le titre *Les Droites en France* et qui fut réactualisé en 2005, *Les Droites aujourd'hui* est devenu un classique ; Il y montrait qu'il n'existe pas une Droite mais des Droites.

Parmi la trentaine d'ouvrages écrits par cet historien prolifique,

nous retiendrons *Les crises du catholicisme* (1996) dans lequel cet admirateur du Concile était bien obligé d'en reconnaître la faillite en l'imputant à l'interprétation des textes sans vouloir mettre en cause certains schémas conciliaires ambigus... Dans *Le christianisme en accusation*, il se refusait à parler de déchristianisation, ne voulant voir qu'une « recomposition du fait religieux » (sic). On voit que René Rémond était un esprit plus brillant que profond.

Saluons néanmoins son dernier combat à la tête du comité *Liberté pour l'histoire* qui s'en prend aux lois mémorielles qui menacent désormais en France tout travail sérieux sur les questions dont se sont emparés certains lobbies religieux et identitaires afin d'en faire leur chasse gardée.

Y.L.

L'ACTION FRANÇAISE TARIF DES ABONNEMENTS (paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an) 76 €	5. Abonnement de soutien (un an) 150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an) 85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) 45 €
3. Abonnement ordinaire (un an) . 125 €	7. Outre-mer (un an) 135 €
4. Abonnement de six mois 70 €	8. Étranger (un an) 150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
 Adresse
 Tél.
 Ville Code postal

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
 Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

À LIRE ET À OFFRIR

LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre PUJO

Avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST, Michel FROMENTOUX, Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE, Aristide LEUCATE, Alain RAISON, Francis VENANT



Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans L'Action Française 2000 en 2004 et 2005. Ont été privilégiés ceux qui permettent d'approfondir la pensée

politique de l'Action française en soulignant leur actualité. À travers les études rassemblées dans ce recueil, le lecteur se familiarisera avec Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujol, le marquis de Roux, Henri Vaugeois, découvrant ainsi l'originalité de la pensée d'AF.

Éd. de l'Âge d'homme, 138 p., 20 €. Disponible à nos bureaux : 22,11 € franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).



CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE



MEETING D'AF À LYON
Une grande soirée



Jean-Baptiste Rolland : "Lyon royaliste"



Visite des stands avant le meeting



Une salle comble !

Le meeting national de l'Action française qui s'est tenu à Lyon le samedi 14 avril, à une semaine du premier tour de l'élection présidentielle, a tenu toutes ses promesses. Venu de la région lyonnaise mais aussi de bien plus loin, plus d'une centaine de militants et de sympathisants royalistes se sont réunis dans un grand établissement de la place Carnot sous le signe de notre campagne : "Sortons de la matrice républicaine". La décision municipale de nous retirer la salle initialement prévue pour cette manifestation n'a en rien freiné l'ardeur de nos amis ; elle a bien plutôt galvanisé leur moral !

Les participants ont d'abord pu entendre Pierre Lafarge et Pierre-Vincent Lambert exposer les faiblesses des principaux candidats à la présidence d'une république moribonde et faire l'inventaire des vrais maux dont souffre le pays et que ces élections ne résoudront pas. Ils ont ensuite écouté Stéphane Blanchonnet leur rappeler les fondements de notre royalisme, les arguments essentiels qui nous permettent d'aboutir avec assurance à cette conclusion : « À la France, il faut un roi ! ». Ils ont enfin pu entendre Thibaud Pierre et Jean-Baptiste Rolland affirmer avec énergie et enthousiasme leur foi dans les vertus du royalisme

de combat. Le meeting s'est achevé aux accents de *La Royale*, entonnée avec une force et une émotion rares.

Le succès de cette manifestation que prouvaient également un harmonieux mélange des générations et la présence de nombreux stands, est un signe d'espoir pour l'avenir de l'Action française et de son combat nationaliste et royaliste, aussi bien à Lyon que dans la France entière. Le banquet qui a suivi au rythme des traditionnels chants des camelots du roi a prouvé, pour sa part, que la jeunesse est royaliste et que la camaraderie d'AF n'est pas un vain mot !

AF Lyon



Un dîner ponctué par les chants des camelots



Dans la nuit, les militants d'Action française ont investi la ville

Dans le cadre de la réorganisation du Centre royaliste d'Action française, les activités de la section parisienne reprennent, avec la tenue mensuelle d'un dîner-débat, autour d'écrivains ou de personnalités.

Le premier se tiendra le jeudi 3 mai 2007

au restaurant "Chez Rico, Casa festa", 16, rue Jean-Jacques Rousseau, Paris 1^{er},

avec

Reynald Secher

sur le thème

**Réalité du génocide vendéen :
légitimité d'une loi mémorielle ?**

Formule à 15 euros, vins inclus,

Réservation obligatoire au 01 40 39 92 06, ou par courriel à paris@actionfrancaise.net.



**CONFÉRENCES
ÉTUDIANTES**

Vendredi 20 avril

**Pourquoi
Jeanne d'Arc**

par Michel FROMENTOUX

À 19 h 15 aux locaux de l'AF,
10 rue Croix-des-Petits
Champs, Paris 1^{er}
(métro Palais Royal)

**LE MONDE
ET LA VILLE**

MESSE

● Une messe sera célébrée à Bordeaux le vendredi 20 avril 2007 à 18 h 30, jour du 139^e anniversaire de la naissance de Charles MAURRAS, en l'église Saint-Éloi (rue Saint-Jacques, à côté de la Grosse Cloche) pour le repos de l'âme de nos amis récemment disparus : le professeur Jacques BENTÉGEAT, Henri LAFITTE, Roger de THÉZILLAT, Jean DAVID et des morts de l'Action française.



**L'ACTION
FRANÇAISE
EN CAMPAGNE**

Une affiche et deux autocollants disponibles.

Tarif des commandes :

- 5 euros pour 100 autocollants
- 5 euros pour 10 affiches
- 40 euros pour 100 affiches

CHÈQUES À L'ORDRE DU CRAF



10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS,
75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ
PAR PIERRE JUHEL

PRÉSIDENT : PIERRE PUJO
VICE-PRÉSIDENT :
STÉPHANE BLANCHONNET
CHARGÉS DE MISSION
FORMATION : PIERRE LAFARGE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS :
THIBAUD PIERRE
ADMINISTRATION :
Mlle DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :
MEMBRES ACTIFS (32 €),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),
BIENFAITEURS (150 €)

LA GUERRE FAITE À LA SERBIE

La honte de l'Occident

Au cours d'une réunion tenue le 28 mars dernier à la Sorbonne à l'instigation du professeur Jean-Paul Bled, en présence de l'écrivain Jean-Paul Besse et du colonel Patrick Barriot, sous le titre *Kosovo : une question de civilisation*, **Commène Becirovitch**, journaliste, écrivain, l'un des fondateurs de la revue *Balkans-Info*, a prononcé une importante allocution dont nous reproduisons ici de larges extraits.

[...] Quoi de plus naturel que le Kosovo dans ce haut-lieu de la civilisation qu'est la Sorbonne, puisque la terre de Kosovo, avec le reste de la Serbie, avait été la terre d'une splendide civilisation, celle de l'art sacré le plus sublime, avant d'être celle de l'épopée tout aussi sublime ! Et la preuve en est que l'architecture et la peinture murale des sanctuaires du Kosovo, notamment de Petch, de Gratchanitsa, de Detchani, occupent une place de choix dans l'art universel, tout comme *l'Épopée de Kosovo*, transcendant le désastre serbe de 1389 en sacrifice suprême pour la foi du Christ, occupe une place analogue dans la littérature générale [...]

Vérités occultées

Tout d'abord, il faut être au clair avec la fable d'après laquelle les Albanais auraient peuplé le Kosovo avant l'arrivée des Slaves dans les Balkans au VII^e siècle, puisque non seulement rien n'y atteste leur présence, mais l'histoire ne les connaît point dans les Balkans jusqu'à la fin du XI^e siècle quand ils sont mentionnés, pour la première fois, par l'historien byzantin Michel Attaliates. Comme s'ils n'y avaient pas été durant tout le premier millénaire ou bien n'avaient joué aucun rôle important !

Ensuite, une autre fable, claironnée surtout par l'écrivain al-

banais Ismaïl Kadaré, qui veut que les Serbes et les Albanais se soient déchirés depuis toujours, alors que des faits historiques indubitables, en commençant par celui de l'origine serbe de Skanderbeg, héros national albanais, prouvent le contraire, à savoir que les deux peuples ont vécu en parfaite entente tout au long du Moyen-Âge jusqu'à la conquête définitive des Balkans par les Turcs à la fin du XV^e siècle.

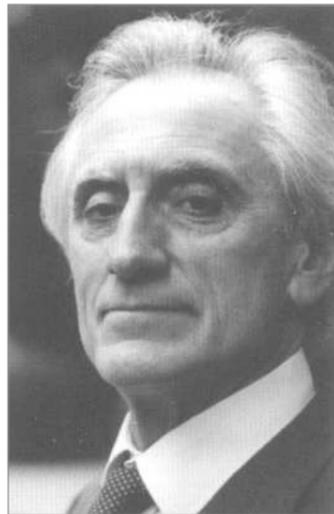
C'est alors, en se convertissant à l'islam, la religion de l'occupant, et en se mettant à son service que les Albanais obtinrent le droit de disposer des biens, de l'honneur, de la vie et de la mort de ceux qui demeurèrent chrétiens. Adeptes de la nouvelle foi, ils y mirent du zèle, comme tous les convertis, et descendirent par vagues successives de leurs montagnes dans la plaine de la Métochie et du Kosovo, pour y usurper des terres serbes au prix de massacres, d'exodes, de l'esclavage le plus noir ou d'une albanisation forcée.

Un siècle de migrations

Je ne m'attarderai pas sur les grandes migrations serbes du Kosovo aux XVII^e et XVIII^e siècles, consécutives aux révoltes serbes contre l'occupant ottoman dans le contexte des guerres austro-turques. Mais je citerai des sources du début du XX^e siècle qui relatent qu'entre la guerre serbo-russe contre la Turquie de 1876 et la première guerre balkanique de 1912, lorsque le Kosovo fut libéré après cinq siècles d'occupation, environ 400 000 Serbes, en quarante ans, ont été forcés par les Albanais de quitter la province.

L'hémorragie fut arrêtée durant la vingtaine d'années de la première Yougoslavie et même un

rétablissement de l'équilibre ethnique rompu amorcé, lorsque, lors de la destruction de cette Yougoslavie par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste en 1941, les choses reprirent leur cours maudit. Les Albanais surent se mettre dans les grâces des nouveaux maîtres et expulsèrent environ 100 000 Serbes, après avoir massacré des milliers d'autres aux cris "*baba Hitler est arrivé*", *baba* signifiant en albanais le père. Les milices albanaises avec la division Waffen SS Skanderbeg à la sinistre



Commène Becirovitch

renommée, dont les derniers soldats tombèrent devant Berlin en défendant le Reich, commirent des crimes sans nombre sur la population serbe.

Ensuite, durant plus de quarante ans de Yougoslavie communiste, reposant sur la fameuse formule "*une Serbie faible, une Yougoslavie forte*", les dirigeants albanais en se posant en admirateurs zélés du tyran Joseph Broz dit Tito, reçurent, en récompense de celui-ci les pleins pouvoirs sur le Kosovo, qu'ils exercèrent de façon à contraindre, par toutes sortes d'exactions, quelques

300 000 Serbes à quitter la province. À l'intérieur on ne pouvait pas en parler, puisque ceux qui en avaient l'audace, encouraient des sanctions en tant que nationalistes grand-serbes, et, à l'extérieur, on considérait la Yougoslavie titiste comme le meilleur des mondes.

L'orgie du mal

C'est donc près d'un million de Serbes, en incluant les victimes de divers massacres, qui en l'espace d'un siècle disparurent du Kosovo et de la Métochie au profit des intrus et des colonisateurs albanais. Néanmoins, il y restait à la mort de Tito, en 1980, quelque 350 000 Serbes. Et tout ce que Slobodan Milochévitch avait tenté, en rétablissant la souveraineté de la Serbie sur le Kosovo en 1987, c'était d'endiguer ce processus fatal. Et bien que, par cette mesure, les droits des Albanais, majoritaires au Kosovo mais minoritaires en Serbie, aient été entièrement respectés, ils refusèrent d'intégrer les institutions d'État serbe, crièrent à l'apartheid, au génocide, et appelèrent, tout en s'adonnant à des actions terroristes, au secours de l'Union européenne, des États-Unis, de l'O.T.A.N., bref ce que l'on appelle par euphémisme la communauté internationale. Celle-ci, sans considérer toute la complexité et toute la gravité de la question du Kosovo, ne tarda pas de faire siennes les inimitiés, les haines albanaises héréditaires à l'encontre des Serbes, poussées à l'ombre de divers régimes tyranniques, l'un pire que l'autre, turc, fasciste et communiste, et de parachever leur œuvre, à savoir l'emprise totale des Albanais sur la Terre sainte serbe.

En effet, c'est la plus grande coalition d'États, regroupant dix-

neuf nations de près d'un milliard d'hommes et constituant la plus formidable force militaire de tous les temps, l'O.T.A.N., qui, en ce mois de mars 1999, s'attela à cette besogne, en s'abattant sur la Serbie, et en la soumettant durant près de trois mois à des bombardements incessants, la mettant à feu et à sang !

Ce crime, l'un des plus abominables et des plus gratuits que l'on ait jamais commis sous le ciel, culmina lorsque les forces l'Otan, ayant occupé le Kosovo, à la suite du retrait des forces serbes en juin 1999, laissèrent la province à la merci des Albanais. Ceux-ci en chassèrent aussitôt 250 000 Serbes, s'emparèrent de leurs biens ou les détruisirent, en même temps qu'ils profanèrent et vandalisèrent les églises et les cimetières. Des spectacles effrayants qui se reproduisirent en mars 2004, toujours devant l'incurie des troupes de l'O.T.A.N. et de l'administration onusienne.

Non au Kosovo en tant qu'État

[...] Vous mesurez de tout cela l'étendue de l'horreur, l'immensité de la faute ! Comme s'il était dans les desseins de la Providence de montrer avec le Kosovo les limites affligeantes de l'homme, en tout cas de faire apparaître, à la lueur des flammes de l'apocalypse sur la Serbie, le mal du monde à travers la sauvagerie des civilisés, l'hypocrisie des démocrates et l'inhumanité des humanistes qui se sont investis dans cette entreprise monstrueuse, parce que précisément contre-nature et contre la nature, contre l'histoire, contre la morale et la civilisation, que fut la guerre dite du Kosovo. Il est clair que toute reconnaissance du Kosovo en tant qu'État, fruit d'une telle malédiction, ne pourra être acceptée ni considérée par les Serbes et par tous les hommes de conscience, que comme nulle et non avenue.

Commène BECIROVITCH

Le Kosovo de l'absolu

La question du Kosovo est plus que jamais d'actualité. À la suite du rapport établi par le médiateur finlandais qui conclut à l'indépendance de la province serbe, le Conseil de Sécurité aurait déjà pris position dans le même sens si la Russie ne menaçait d'user de son droit de veto. Les Serbes en effet, pour la plupart d'entre eux, refusent de souscrire à ce projet. Même si le Kosovo est aujourd'hui peuplé à 90 % d'Albanais, ils n'acceptent pas de renoncer à une province qui a été le berceau reli-

gieux et politique de leur nation. Malgré les pressions des pays occidentaux, la situation risque de demeurer bloquée longtemps.

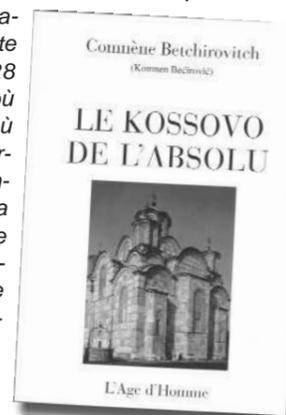
Commène Becirovitch à qui l'on doit la très belle réédition de l'épopée du Kosovo (cf AF 2000 du 1/2/07) rappelle dans *Le Kosovo de l'absolu* comment le Kosovo a été au Moyen-Âge un puissant foyer de civilisation dont il reste des vestiges importants. À la veille de l'agression de l'O.T.A.N. contre la Serbie, en mars 1999, il subsistait deux cents édifices religieux. L'auteur fait l'inventaire de leurs richesses architecturales et picturales et en montre la splendeur. Ils furent construits sous l'impulsion des rois de Serbie, en particulier le roi Miloutine. Ces trésors ont été encore endommagés lors du pogrom anti-serbe de mars 2004 que les alliés de la KFOR ont été incapables d'empêcher et ensuite de réprimer.

Après avoir décrit les monuments remarquables qui témoignent du haut degré de civilisation atteint jadis par la Serbie, l'auteur passe en revue les nombreux écri-

vains français qui, aux XIX^e et au XX^e siècles, ont fait connaître la Geste de Kosovo et l'ont traduite en français. Elle raconte la bataille du Kosovo, du 28 juin 1389 contre les Turcs où les Serbes furent vaincus et où leur chef, le prince Lazare, perdit la vie. Les traductions françaises en font ressortir toute la poésie. L'ouvrage se termine par un Florilège des chants kosoviens où l'on découvre l'âme d'un peuple attaché à ses racines historiques et religieuses.

Comme le souligne l'auteur dans son avant-propos, les Occidentaux qui ont disposé du Kosovo depuis huit ans se sont caractérisés par « le refus et le mépris de l'histoire » pour ne considérer au Kosovo que deux peuples en présence et y appliquer la loi du Nombre. L'ouvrage de Commène Becirovitch souligne que le Kosovo a été durant des siècles un foyer de

civilisation dont on ne saurait accepter la disparition.



L'auteur se montre justement sévère pour la politique de Chirac et Jospin qui se sont associés en 1999 à l'agression de l'O.T.A.N. contre la Serbie. Il espère malgré tout que la France en viendra à une meilleure compréhension de la situation pour restaurer sa vieille amitié avec les Serbes. Le mérite de cet ouvrage est de faire ressortir à quel point « le patriote kosovien fait partie du patrimoine européen et universel ». Les Serbes qui le défendent ont droit à notre soutien.

Pierre PUJO

* Commène Becirovitch : *Le Kosovo de l'absolu*. L'Âge d'Homme, 130 pages.

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?
Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

Bulletin d'abonnement en page 14